lanationquotidien@gmail.com - www.journal-lanation.com

LA NATION

Quotidien National d'Information

Lundi 1er Fevrier 2021 N° 2343 Prix: 10 DA

CANCER

45 000 nouveaux cas par an en Algérie

P2

ALORS QUE LES VACCINS ARRIVENT AU COMPTE-GOUTTES

L'Algérie a besoin de 40 millions de doses

● Dr Mohamed Yousfi (hôpital de Boufarik)

"Le vaccin russe ne présente aucun danger"

P3

SANTÉ

Plus de 50% des Algériens décèdent des suites de maladies chroniques

P2

Mahieddine Bachtarzi

Le père du théâtre algérien

P6

CONSÉQUENCES DE LA PANDÉMIE

Chute vertigineuse des voyages transfontaliers en 2020

P3

Sport

FOOT / LIGUE 1 (11E JOURNÉE)

L'Olympique Médéa nouveau dauphin

P13

CORONAVIRUS EN ALGÉRIE

217 nouveaux cas, 192 guérisons et 3 décès P24

GUERRE DE LIBÉRATION

Le rapport Stora minimise l'ampleur des crimes de la France

P4

LIBYE

La liste des candidats à la présidence de transition dévoilée

P15

En Vrac

La «Rachouacratie»

Par Madjid Khelassi

L'Algérie gagne 2 places en 2020 dans l'indice de perception de la corruption selon un rapport établi en janvier 2021 par l'ONG allemande, Transparency international.
Elle est classée à la 104e place sur 180 pays et reste très saignante dans le domaine. Elle est au même rang que le Kosovo, le Salvador, la Côte-d'Ivoire et la Thaïlande et bien loin de ses voisins (La Tunisie est au 69erang et le Maroc au 86e).
La Issaba sous les verrous ou pas…
La tchipa, inodore, incolore est omniprésente.
Echkara, disent les Algériens de cette dîme qui vous ouvre les portes les plus cadenassées : achat des voix d'une urne, paiement d'une intervention administrative, déblocage d'une interdite affaire d'importation, obtention du permis de construire sans conditions, effacement des tablettes des impayés du fisc ou d'une ISTN...la liste est aussi longue que le tracé du territoire national dans lequel se pratique la corruption.
Combien ça coûte ? La question est déjà une opération. L'exhalaison des liasses agit comme l'absinthe et rend possible tous les passe-droits. C'est un loto quotidien qui fait danser toute la sphère bureaucratique…du planton au maître des lieux.
Mairies, daïras, wilayas, directions de l'urbanisme et du foncier, douanes et tutti quanti...sont le cadre intimiste du bruit des glissières du cartable tentateur et du Kraft des enveloppes auxquelles personne ne résiste.
C'est la galerie des glaces où tout le monde se mire…dans le chiffre des méfaits. Et le théâtre où se pratique, à nul autre pareil, l'art de joindre le geste à la parole.
Service public, dit-on de ces instances qui organisent l'Himalaya bureaucratique, pour ensuite se faire les Sherpas du bakchich.
A votre service...mais cash : Je me beurre, donc je suis...Nouvelle version d'un cogito dévastateur qui semble signifier : Bienvenue à Rachoua-Land, contrée de l'ancienne Numidie, devenue le souk des fonctionnaires ripoux.
La Rachouacratie ...fille naturelle de la bureaucratie, née sous les décombres d'une Algérie démembrée, ne vient que se greffer sur une autre tare...L'autocratie, mère de tous les vices.

SANTÉ

Plus de 50% des Algériens décèdent des suites de maladies chroniques

Près de 57% des Algériens décèdent des suites de maladies chroniques, dont 66% sont âgés de 30 à 69 ans, a révélé samedi à Alger, Pr. Souraya Belamri, responsable du Service des causes médicales de décès à l'Institut national de santé publique (INSP).
"Les données des fichiers nationaux de l'INSP font ressortir que les maladies cardiovasculaires, les tumeurs, les maladies respiratoires et endocriniennes sont les principales causes de décès en Algérie avec des taux respectifs de 22%, 13%, 6% et 4,5%", a précisé Pr Belamri dans son intervention à l'occasion du lancement par le ministre de la santé du "Plan national Infarctus Algérie".
"Les maladies non transmissibles (MNT) touchent près de 60% de sujets de sexe féminin tandis que le reste du taux touche les sujets de sexe masculin", a-t-elle expliqué ajoutant que les études de l'INSP ont montré que près de 60% des MNT causent le décès des sujets âgés de 30-69 ans.
Les maladies cardiovasculaires représentent 34% chez la catégorie sus-citée dont 36% chez les sujets de sexe masculin et 31% chez les femmes", relevant que les données de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) faisaient état de "15 millions de décès chez les sujets de 30-69 ans à travers le monde". S'agissant de l'établissement des certificats de décès délivrés par les médecins au niveau des directions de la santé qui les transmettent à leur tour à l'INSP, il a affirmé que l'opération avait connu une grande amélioration durant les dernières années", relevant les carences qui subsistent notamment l'utilisation de la paperasse au lieu de la numérisation".
Après avoir appelé à la nécessité de renforcer la formation et de numériser l'opération ainsi que le recours aux bureaux d'admission en vue d'aider les décideurs à améliorer la situation sanitaire, elle a fait observer que de nombreux médecins ne remplissent qu'une partie du certificat de décès.
L'INSP a formé près de 6 000 médecins sur l'établissement, en bonne et due forme, des certificats de décès qui peuvent être servis dans la classification des principales maladies qui causent le décès à travers le pays.
Concernant la prise en charge des cardiopathies notamment l'infarctus, les intervenants ont mis l'accent sur la nécessité "de former les médecins généralistes (30 000 au secteur public et 11 000 au privé) sur la manière de prescrire les premières doses des médicaments notamment dans les régions qui manquent de médecins spécialistes. Ils ont également annoncé le lancement d'une application créée par la Société algérienne de cardiologie en vue d'organiser cette prise en charge entre les 14 services de cardiologie des établissements hospitalo-universitaire et les centres de base.

R.N

CANCER

45 000 nouveaux cas par an en Algérie

Le Pr. Messaoud Zitouni, chargé du suivi et de l'évaluation du Plan national de lutte contre le cancer 2015/2019, a appelé à la "réactivation" du Fonds national de lutte contre le cancer, une maladie qui prend de l'ampleur d'année en année.

Dans une déclaration à l'APS, à la veille de la célébration de la Journée mondiale contre le cancer (4 février), le Pr. Zitouni a estimé que "l'exclusion du Fonds national de lutte contre le cancer du budget 2021 est une grave erreur" quand on sait, a-t-il dit, que cette maladie prend de l'ampleur d'année en année avec plus de 45 000 nouveaux cas par an en raison de divers facteurs environnementaux, du vieillissement de la population et du changement du mode de vie.
A la lecture de la Loi de finances 2021, on relève que plusieurs comptes sociaux, dont le Fonds de lutte contre le cancer, ont été clôturés.
En effet, l'article 167 de ladite loi dispose que : "les comptes d'affectation spéciale ( ) sont clôturés. Toutefois, ces comptes continueront à fonctionner jusqu'à la mise en place de la procédure de budgétisation appropriée qui devra aboutir, au plus tard, le 31 décembre 2021.
Date à laquelle ces comptes seront définitivement clôturés et leur solde versé au compte de résultats du Trésor à l'exception de ceux des six (6) comptes d'affectation spéciale". Le Fonds de lutte contre le cancer figure sur une longue liste de comptes clôturés.
A ce sujet, le directeur général des structures sanitaires au ministère de la Santé, Pr. Lyes Rahal, a affirmé que "le ministère s'attelle à prendre des mesures juridiques pour que le fonds (de lutte contre le cancer) reste ouvert, et ce, avant décembre 2021".
Le ministère des Finances avait auparavant pris la décision de fermer le Fonds pour les urgences et le ministère de la Santé avait veillé, par la suite, à le récupérer vu la conjoncture exceptionnelle marquée par la propagation de la Covid-19.
Pr Zitouni a estimé que "la clôture du Fonds de lutte contre le cancer dans la Loi de finances 2021 est préjudiciable pour les malades", d'autant que ces fonds devaient être dépensés par le ministère pour l'acquisition des mammographes pour le diagnostic précoce du cancer du sein, qui vient en tête des types de cancer en Algérie, le renforcement de la formation et le financement de la prévention et de la recherche scientifique. La récupération par le Trésor public de ces fonds est due, au premier degré, à "la bureaucratie" qui a entravé l'exploitation de plusieurs de ses chapitres, a-t-il précisé, indiquant que "son utilisation n'a pas dépassé le taux de 1 % alors que le Comité pilote a présenté des méthodes d'exploitation optimale des fonds de ce compte pour ne pas les restituer au Trésor public". Le spécialiste, qui a appelé à "maintenir la vigilance en cette conjoncture sanitaire difficile", face à la prolifération du cancer d'année en année", prévoit une augmentation des cas d'atteinte et de décès à hauteur de 20 % durant les prochaines années, se référant au Registre national du cancer, à la situation épidémiologique, aux facteurs d'atteinte, à l'instar de la vieillesse de la population, aux facteurs environnementaux outre le changement du mode de vie.
Malgré ces conditions sanitaires difficiles, l'expert a affirmé que le Comité pilote chargé de la mise en œuvre du plan poursuit ses travaux, en veillant à l'application de l'ensemble ses axes, en dépit "des obstacles et des insuffisances" qu'il a appelé à pallier dans le prochain plan, citant à titre d'exemple, "le lancement effectif des centres de diagnostic précoce du cancer du sein et d'amélioration de la radiothérapie".
En ce qui concerne la création d'une commission ad hoc au niveau du ministère de la Santé pour s'occuper de la maladie du cancer, Pr. Zitouni a qualifié la mise en place de telles commissions de "perte d'efforts, de temps et d'argent, et de décision incorrecte", plaidant pour l'accélération du lancement d'un deuxième plan fondé sur "une stratégie claire".
"Il était prévu de soumettre en mai 2020 le rapport final du présent plan au président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, mais la pandémie du Coronavirus et l'orientation des efforts des pouvoirs publics vers la prise en charge de cette pandémie qui a frappé le monde entier n'ont pas permis de le faire", a-t-il rappelé. S'agissant de la teneur du plan qui comprend huit axes principaux, le responsable en charge de son évaluation et de son suivi a souligné "la mise en œuvre de la plupart de ces axes sur le terrain, lesquels étaient très positifs et ont contribué à l'amélioration et à la généralisation du traitement des patients", exprimant son souhait de voir le deuxième plan 2020/2024 annoncé par le ministère contribuer à la satisfaction des besoins de cette catégorie de patients.

R.N

TRAITEMENT DES EAUX USÉES

Augmenter les capacités à 2 mds m3/an horizon 2030

Le ministre des Ressources en eau, Arezki Berraki, a annoncé, samedi à Relizane, l'augmentation des capacités de traitement des eaux usées à 2 mds m3 par année horizon 2030. Lors d'une déclaration à la presse en marge d'une visite d'inspection à la wilaya de Relizane, M. Berraki a précisé que son département avait élaboré une stratégie nationale pour l'augmentation de la quantité d'eaux usées traitées à 2 mds m3/ année horizon 2030 dans l'objectif d'exploiter ces eaux dans les secteurs de l'Agriculture et de l'Industrie.
A cette occasion, le ministre des Ressources en eau a fait état de 200 stations de traitement des eaux usées réalisées à l'échelle nationale d'une capacité de production annuelle dépassant les 480 millions m3.
Evoquant le manque enregistré en eau potable dans les communes de la région d'Eddahra (Relizane) à l'image de Mediouna, Mazouna, Sidi Mhamed Ben Ali et Guettar, le premier responsable du secteur a expliqué que ce constat était dû à la baisse du niveau de Oued Kramis (Mostaganem) approvisionnant cette région.
La région a bénéficié dernièrement de projets de forage de puits pour résoudre le problème avant la prochaine saison estivale, a-t-il encore fait savoir.
A cette occasion, le ministre a supervisé la mise en service de la conduite de transfert de l'eau de mer dessalée vers la commune de Sidi M'hamed Ben Aouda qui recense 7 580 habitations ainsi que l'inauguration de deux châteaux d'eau d'une capacité de 10 000 litres chacun à Douar Barkat de la même commune. Durant la même journée, M. Berraki a inauguré deux stations d'épuration des eaux usées à Oued Rhiou et Relizane, donné le coup d'envoi pour la réalisation d'un puits artésien à la commune de Ouarizane et une campagne de reboisement à la station d'épuration des eaux à Relizane. Il a également présidé le lancement d'une campagne de nettoyage des oueds et des points noirs au chef-lieu de la wilaya.
Le ministre a inspecté le projet d'approvisionnement de la zone industrielle de Sidi Khettab en eau depuis la station de traitement des eaux de Oued Elkhir (Mostaganem). Une enveloppe de 1,6 mds DA a été allouée à ce projet dont les travaux ont atteint 45%.

R.N

CONSÉQUENCES DE LA PANDÉMIE

Chute vertigineuse des voyages transfontaliers en 2020

En 2020, les services de la police des frontières (PAF) ont enregistré une baisse d'environ 12,6 millions de passagers par rapport à 2019, année où environ 17 millions de personnes ont franchi les frontières nationales.

Selon le directeur de la PAF, Sifi Mohamed El –Noui, le nombre total de passagers était, en 2020, d'environ 4,9 millions, comparativement à 16,7 millions en 2019, une baisse de 12,6 millions qui représente une diminution de 75 % du flux transfrontalier.
Lors d'une conférence de presse au cours de laquelle les résultats des activités de ses services, M. Sifi estime que ce déclin est dû à la pandémie de Corona, qui a directement affecté les mouvements de personnes aux frontières. Il a précisé que sa direction a traité 17 237 vols aériens de diverses compagnies aériennes contre 71 690 en 2019.
Le trafic maritime, lui, a chuté de 18,79 % puisque 7 548 départs et arrivées de bateaux ont été enregistrés contre 9 295 en 2019, soit une diminution de 1747 cabotages.
Les déplacements par automobiles ont, eux aussi, baissé passant de 677 289 véhicules contrôlés aux postes frontières au cours de la dernière année comparativement à 2,4 millions en 2019, une différence de plus de 1,7 million de véhicules (72,01 %).

ÉVACUATION DE PLUS DE 45 000 CITOYENS DU TERRITOIRE NATIONAL

Concerne la facilitation des évacuations de citoyens à destination et en provenance du territoire national, M. Sifi a indiqué que son département a veillé au contrôle des passagers en prenant en considération les circonstances « exceptionnelles » imposées par la pandémie.
Il a, dans ce contexte, précisé que 45 983 personnes ont été évacuées par avion, dont 141 928 d'étrangers et de nationaux résidant ou ayant la double nationalité.
L'agent de sécurité a confirmé que, dans le cadre des mesures prises pour faire face à l'épidémie de Corona, il avait pris soin de mettre en œuvre des mesures préventives auprès des policiers des postes frontaliers, notamment en leur fournissant des équipements de protection individuelle, notant que 474 contamination ont été enregistrées parmi ses agents dont d'entre eux sont morts.
Dans le cadre des procédures opérationnelles, les différentes équipes de police frontalière ont travaillé pour se conformer à toutes les procédures d'application de la quarantaine par les équipages de fret algériens de l'étranger et pour limiter le débarquement à terre des équipages de navires étrangers.

ALORS QUE LES VACCINS ARRIVENT AU COMPTE-GOUTTES

L'Algérie a besoin de 40 millions doses

La campagne de vaccination en Algérie a commencé symboliquement samedi et va s'étendre, visiblement, sur plusieurs mois. Cela dépend, bien entendu de la disponibilité du vaccin.
Alors que la quantité arrive au compte goute, l'Algérie a besoin d'au moins 40 millions de doses selon l'estimation du Dr Mohamed Yousfi, chef de service des maladies infectieuses, à l'hôpital de Boufarik (wilaya de Blida) et président du syndicat national des praticiens spécialistes de la santé publique. Il s'agit de vacciner la moitié de la population pour espérer une immunité collective.
Dans un communiqué publié hier, le ministère de la santé a indiqué que «la vaccination sera progressive et inclura toutes les wilayas sans exception. La logistique nécessaire est prête et tous les médecins et professionnels de santé sont parfaitement préparés pour la réussite de cette opération, a indiqué ce dimanche 31 janvier 2021, le ministère de la Santé dans un communiqué publié sur sa page Facebook.
Le ministère a rappelé l'expérience de l'Algérie dans le domaine de la vaccination. « Il ne faut pas oublier que l'Algérie a une expérience pionnière dans le domaine de la vaccination, comme en témoigne l'Organisation mondiale de la Santé concernant le programme élargi de vaccination dans notre pays », selon la même source.
Le ministère de la Santé estime que le vaccin reste le meilleur moyen de réduire la gravité et les complications de la maladie. Cependant, cela ne signifie pas abandonner les mesures de précaution et de prévention qui se sont avérées efficaces, car elles ont permis une réduction tangible du nombre de blessés dans notre pays.
Estimant que le vaccin contre le coronavirus est « la seule solution pour éliminer le virus», le praticien a indiqué que l'acquisition des quantités suffisantes du vaccin demandera beaucoup de temps en raison la forte demande de la part de tous les pays du monde.

R.N

DR MOHAMED YOUSFI (HÔPITAL DE BOUFARIK (WILAYA DE BLIDA)

Le vaccin russe ne présente aucun danger

Selon Dr Yousfi, tous les vaccins acquis jusque-là par l'Algérie présentent une efficacité dépassant les 90%.
Il a expliqué au sujet des effets indésirables des vaccins anti Covid-19 qu'ils ne sont pas très différents des effets indésirables que présentent d'autres vaccins, tels que la fièvre, sensation de douleur au point de vaccination, maux de tête ou sensation de faiblesse ». Le chef de service de l'hôpital de Boufarik a souligné que « ce n'est pas la première fois que l'Algérie acquiert ses médicaments et ses vaccins de Russie, de Chine ou encore de l'Inde. » Dans ce sens, il a demandé aux citoyens de mettre leurs craintes de côté car le vaccin est sûr et ne présente aucun danger pour leur santé.
Selon le Dr Yousfi : « Pour que la campagne de vaccination réussisse, il est nécessaire de se concentrer sur les campagnes de sensibilisation afin de gagner la confiance du citoyen et lui faire prendre conscience pour se faire vacciner », car, a-t-il poursuivi, « l'opération (de vaccination) se poursuivra tout au long de l'année et par étapes selon le calendrier établi par les autorités concernées. »
Il a expliqué que la première dose du vaccin ne protège que de 50% et qu'il est nécessaire de compléter la vaccination avec la deuxième dose deux ou trois semaines après avoir reçu la première dose.
De ce qui est des personnes non concernées par la vaccination, Dr Yousfi a énuméré: les enfants, les femmes enceintes et les personnes allergiques, ainsi que celles dont l'immunité est affaiblie.

R.N

Brèves

VACCIN SPUTNIK-V

Le rappel après 21 jours pour une deuxième injection

La procédure de vaccination avec le Sputnik-V, se fait en deux phases, une première injection, suivie d'une deuxième qui se fera après 21 jours d'intervalle, a indiqué, ce dimanche, Fatma Zohra Bouamrane, coordinatrice au niveau de la policlinique de Blida, là où la campagne de vaccination a été lancée hier (samedi).
« Les patients vaccinés seront contactés après 21 jours, pour s'acquérir de la deuxième dose », a précisé le Dr Bouamrane citée par le site de la radio nationale.
Elle a expliqué qu' »on prend les coordonnés (Numéro de téléphone, adresses), des patients ayant reçu la première dose, ils seront recontactés après 21 jours, pour ensuite recevoir leur deuxième dose du vaccin anti Covid-19. »

AFFAIRE GB PHARMA

Report du procès en appel au 14 février

Le procès en appel dans l'affaire de la société de fabrication et d'importation de médicaments "GB Pharma", dans laquelle sont poursuivis les anciens Premiers ministres, Ahmed Ouyahia et Abdelmalek Sellal, ainsi que d'anciens ministres, a été reporté hier au 14 février prochain par la Cour d'Alger.

LE REPORT A ÉTÉ DÉCIDÉ À LA DEMANDE DE LA DÉFENSE.

Fin novembre, le tribunal de Sidi M'hamed (Alger) avait prononcé dans cette affaire une peine de cinq (5) ans de prison ferme à l'encontre des anciens Premiers ministres Ahmed Ouyahia et Abdelmalek Sellal, et acquitté l'ancien ministre des Transports et des Travaux publics, Abdelghani Zaâlane. Ouyahia et Sellal sont accusés d'octroi de privilèges injustifiés au Groupe Condor et à ses filiales, dont des facilitations pour la réalisation d'une usine de fabrication de médicaments "GB Pharma" dans la nouvelle ville de Sidi Abdallah (ouest d'Alger), laquelle était gérée par l'ancien ministre de la Poste et des Technologies, Moussa Benhamadi, décédé en juillet dernier à la prison d'El Harrach, des suites de la Covid-19. Le Groupe Condor avait bénéficié auprès d'Ouyahia et de Sellal de facilitations jugées illégales pour la réalisation d'un centre pour brûlés à Skikda par la société "Travocovia", une des filiales du Groupe Condor, ainsi que d'interventions lors de la passation de marchés avec l'opérateur public de téléphonie mobile Mobilis pour l'acquisition de téléphones portables et de tablettes auprès du groupe Condor.
Les frères Benhamadi sont également poursuivis pour participation au financement de la campagne électorale du candidat à la présidentielle d'avril 2019, Abdelaziz Bouteflika, à travers un compte bancaire ouvert spécialement pour recueillir les apports financiers de parties sans aucun lien avec l'élection.

R.N

GUERRE DE LIBÉRATION

Le rapport Stora minimise l'ampleur des crimes de la France

Le rapport de Benjamin Stora "minimise complètement l'ampleur des crimes" commis tant pendant la période coloniale que lors de la Guerre de Libération de l'Algérie, a soutenu Henri Pouillot, ancien combattant, militant antiraciste et anticolonialiste, relevant que "certains crimes sont évoqués comme de simples exactions".

Dans une contribution parue dans le journal français en ligne Médiapart, M. Pouillot a relevé que ce rapport évoquait, certes, "la violence" lors de la conquête de l'Algérie et durant les années du XIXème siècle, mais "semble beaucoup minimiser les enfûmades, les répressions, les exécutions sommaires qui se sont poursuivies, féroces, à chaque contestation des effets de la barbarie du colonialisme". L'historien Benjamin Stora a remis un rapport portant sur la colonisation et la guerre de libération nationale au président français.

M. Pouillot a rappelé qu'il avait été affecté à la Villa Susini à Alger --(une bâtisse construite par le notaire Me Susini Alexandre. Elle fut transformée en centre de détention et de torture durant la Guerre de libération nationale), comme militaire, appelé du contingent (sursitaire). "C'est là que je découvre ce qu'est encore la réalité du colonialisme, ce hiatus entre les populations pieds-noirs et les autochtones, ces arabo-musulmans qu'on appelait alors généralement bougnoules, ratons, crouilles, bicots... qu'il était 'naturel' de tutoyer, non pas parce que c'étaient des amis, mais parce que l'usage voulait que ce soit ainsi avec cet aspect méprisant, supérieur, que l'on s'adresse à eux, comme on peut le faire pour son chien de compagnie à qui l'on adresse des ordres", a-t-il dit. "Il n'est pas évoqué cette discrimination terrible des deux collèges où les voix des 'indigènes' comptaient dix fois moins que celle des pieds-noirs et des convertis au catholicisme. Certes, dans les grandes villes (Oran, Alger, Constantine...), les indigènes pouvaient moins difficilement avoir accès à l'enseignement public, mais dans les campagnes, à quelques exceptions près, seuls les pieds-noirs pouvaient aller à l'école", a-t-il relevé.

M. Pouillot a ajouté que "c'est principalement pendant la Guerre de Libération de l'Algérie que les manques sont criants", relevant que "certains crimes sont évoqués comme de simples exactions". "Parmi les crimes oubliés, les plus criants sont : les viols, les crevettes Bigeard, les exécutions sommaires (correspondant aux nombreux disparus évoqués), l'utilisation du gaz Vx et Sarin, les villages rasés au Napalm (entre 600 et 800 !!!) (2), les camps d'internement, pudiquement appelés camps de regroupement (Le rapport Rocard, réalisé avant la fin de la Guerre, qui minimise cet aspect, évalue cependant aux alentours de 200.000 morts) ... ", a-t-il rappelé.

M. Pouillot a indiqué que le crime de Charonne est "totalement occulté", affirmant que "les saisies, censures de journaux, revues ne sont pas évoquées, pas plus que les répressions des manifestations (presque toutes interdites) réclamant la paix en Algérie, souvent brutalement réprimées. Le rôle de l'OAS est notoirement sous-estimé". Il a fait savoir que dans les archives de l'armée que "j'ai pu consulter concernant la période et sur une toute petite partie d'Alger, là où sévissait le régiment dont je dépendais, j'ai décompté une moyenne de 7 attentats par jour, dont la moitié du fait de l'OAS". M. Pouillot a indiqué que par rapport aux archives, il est "scandaleux, malgré les engagements que vous aviez pris lors de votre déplacement chez Josette Audin (en septembre 2018) de favoriser leur accès, que des décrets très récents, restreignent considérablement, de fait, leur consultation". Pour lui, la reconnaissance et la condamnation "des crimes contre l'humanité, crimes d'état, crimes de guerre comme la torture, les viols, les crevettes Bigeard, les exécutions sommaires, l'utilisation du gaz Vx et Sarin, les villages rasés au Napalm, les camps d'internement (pudiquement appelés camps de regroupement), les essais nucléaires du Sahara, le massacre de centaines d'Algériens à Paris le 17 octobre 1961, la répression criminelle au métro Charonne du 8 février 1962 ... commis au nom de la France, et la désignation des responsabilités doivent être très claires".

Il a soutenu qu'il ne devait pas s'agir de "repentance, de demande de pardon", mais de reconnaître "l'ampleur, l'importance qu'ils ont revêtue".

"Nombre de ces crimes sont aussi graves, odieux, que ceux commis par les SS pendant la Seconde Guerre mondiale et ils doivent être traités de la même façon. Sans ce geste fort (pas seulement la reconnaissance de l'assassinat sous la torture de Maurice Audin par l'armée), il ne sera pas possible de faire le deuil de ces abominables crimes, d'autant plus pour un pays comme la France qui tente de se présenter comme la patrie des Droits de l'Homme", a-t-il avancé.

APS

PARTENARIAT

Convention entre l'Enseignement supérieur et l'Environnement

Une convention a été signée, hier à Alger, entre le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et celui de l'Environnement, pour la création d'un espace d'échange entre les deux secteurs et la consolidation de la formation universitaire dans le domaine de la protection de l'environnement et du développement durable.

Dans une allocution, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Abdelbaki Benziane, a indiqué que la signature de la convention-cadre entre les deux ministères, d'une part, et d'une autre convention entre l'Université de Constantine 3 +Salah Boubnider+ et le Centre national des Technologies de production plus propre (CNTPP), d'autre part, a pour objectif, «d'asseoir un partenariat entre les deux secteurs».

Le but étant de créer un espace d'échange entre ces deux secteurs et de mettre en œuvre les compétences, expertises et programmes appropriés de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, dans le domaine de la protection de l'environnement et du développement durable, a-t-il soutenu. Cette convention prévoit "la création d'une Commission de suivi de la mise en œuvre des programmes et domaines de coopération proposés, en terme de détermination des objectifs annuels et pluriannuels, devant être évalués chaque semestre", a précisé M. Benziane. Ces deux conventions permettent, selon le ministre, de «consolider la formation universitaire au profit des enseignants-chercheurs et des étudiants dans le domaine de la protection de l'environnement et du développement durable et d'enrichir la nomenclature nationale des spécialités de l'Enseignement supérieur, à travers l'intégration de nouvelles filières et spécialités à même de répondre aux besoins du secteur de l'environnement».

Les deux conventions offrent aux étudiants des deux cycles de licence et de Master, l'opportunité d'effectuer des stages pratiques et des stages de fin de cycle. De même qu'elles permettent aux doctorants et aux chercheurs de bénéficier de stages pratiques et d'effectuer des thèses de doctorat en entreprises, en vue d'asseoir une dynamique à même de prendre en charge les préoccupations techniques et technologiques auxquels font face les entreprises de l'environnement en Algérie, tout en optimisant leur performance et efficacité. Pour sa part, la ministre de l'Environnement, Nassira Benharrats, a affirmé que la convention de partenariat a, pour objet , de créer «un espace d'échange efficace», au sein duquel «les efforts, les compétences et les expertises» seront coordonnés.

Le but étant de déterminer et de mettre en œuvre les programmes de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique appropriés dans le domaine de la protection de l'environnement ainsi que de promouvoir l'enseignement et la recherche scientifique dans les domaines d'activités y afférentes.

La mise en œuvre de cette convention permettra également "d'améliorer l'environnement du travail avec le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, à travers l'enrichissement de la nomenclature nationale des spécialités de l'enseignement universitaire, l'introduction de nouvelles filières et spécialités choisies par les deux parties, en réponse aux besoins actuels et futurs du marché du travail et le soutien à l'enseignement appliqué et l'organisation de visites pédagogiques.

Il s'agit, en outre, du développement des filières de recherche dans le domaine de l'environnement et du développement durable, l'encouragement de la création d'équipes de recherche communes aux deux secteurs et l'accompagnement des étudiants et des diplômés porteurs d'idées et de projets innovants et générateurs de richesse en matière d'environnement, ainsi que la conclusion de conventions de coopération entre les organismes relevant des deux secteurs.

Par la même occasion, la ministre a estimé que la résolution des problèmes environnementaux passe par "une prise de conscience, de nouvelles approches dans le domaine de la recherche scientifique et un changement radical dans notre mode de vie, de production et de consommation, afin de réaliser le développement durable dans ses trois dimensions économique, sociale et environnementale, et de construire des sociétés responsables envers les générations futures".

A ce titre, elle a rappelé les avantages de la promotion de la culture environnementale au sein de la communauté universitaire, notamment la construction d'une "génération responsable et consciente des enjeux environnementaux qui l'entourent et de leurs risques".

A la faveur de cette convention, le ministère pourra accompagner les clubs écologiques actifs au niveau des établissements universitaires, à travers l'organisation de sessions de formation en matière de protection de l'environnement au profit de ces étudiants et le lancement des projets pilotes de tri sélectif des déchets au niveau de ces établissements, a-t-elle souligné. Mme Benharrats a fait état, par ailleurs, de la création d'une médaille qui sera décernée à l'établissement universitaire qui organisera le plus grand nombre d'événements et d'activités liés au domaine de l'environnement.

APS

SOCIÉTÉ D'EXPLORATION PÉTROLIÈRE ET GAZIÈRE IRLANDAIS

L'OCDE enquête sur les activités illégales de San Leon Energy

L'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) enquête sur les activités illégales au vu droit international de la société d'exploration pétrolière et gazière irlandais San Leon Energy dans les territoires occupés du Sahara occidental.

Le Global Legal Action Network (Glan), une agence non gouvernementale, a déposé une plainte officielle auprès de l'OCDE au sujet de l'entreprise, par l'intermédiaire de son représentant en Irlande en octobre 2018.
L'agence Glan a indiqué que l'entreprise en question ne respectait pas les lignes directrices de l'OCDE, en particulier le principe "d'engagement significatif avec les parties prenantes et le principe du respect des droits de l'homme internationalement reconnus".
"Les activités de San Leon au Sahara occidental contribuent au maintien d'une annexion illégale et au déni du droit internationalement reconnu du peuple sahraoui à l'autodétermination sur son territoire", a déclaré la conseillère juridique du groupe, Valentina Azarova.
"Des entreprises comme San Leon bénéficient de l'économie illicite du Maroc au Sahara occidental et contribuent à la gravité des violations des droits de l'homme en cours", a-t-elle ajouté.

LE DROIT INTERNATIONAL, UNE LIGNE ROUGE

Le directeur de l'agence Glan, Gearoid O'Cuinn, a soutenu "qu'il est impossible de faire des affaires" au Sahara occidental occupée d'une manière qui "respecte le droit international, y compris les lignes directrices de l'OCDE pour les entreprises multinationales", en raison du "contrôle du Maroc sur l'environnement des affaires" dans les territoires occupés.
Le représentant de l'OCDE a déclaré qu'il y avait "de prime abord une preuve de procéder", sur la base à la fois de la plainte et de la réponse de la société, selon laquelle il y avait "des différences de points de vue importantes" entre le plaignant et la société.
Il demande "formellement aux parties si elles sont disposées à s'engager dans une médiation dans le but de parvenir à une résolution". Si une "solution négociée" n'est pas possible, le représentant de l'OCDE pour l'Irlande "examinera le cas et rédigera un rapport, éventuellement avec des recommandations".
La Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) avait jugé, en décembre 2016, que le Maroc et le Sahara occidental sont deux territoires distincts, relevant de souverainetés distinctes, soulignant également dans son arrêt qu'il ne peut y avoir aucune exploitation économique au Sahara occidental sauf avec le consentement du peuple sahraoui.

R.E

EUROPE

Une Grèce déterminée mais isolée

Isolé, le gouvernement grec a dû renoncer à ses promesses. L'Europe sortira du marasme à une condition: qu'Angela Merkel choisisse entre une reflation salariale massive dans son pays et une sortie de l'Allemagne de la zone euro.
Alexis Tsipras a été élu le 25 janvier sur un champ de ruines après cinq années « d'ajustement structurel » imposé par la Troïka : un PIB amputé de 25%, plus de 1 200 000 emplois détruits, un triplement du taux de chômage en cinq ans (2009 et 2014), cependant que les salaires baissaient sur le même période de 38% et les pensions de 45%. En somme, une crise sociale et humanitaire sans précédent, avec son lot de dégâts humains : explosion du nombre des suicides, des dépressions, de la mortalité infantile....

LE REFLET DU NAUFRAGE DE TOUT UN CONTINENT

Le désastre grec est le reflet du naufrage économique, social et politique de tout un continent : le PIB de la zone euro est aujourd'hui de deux points inférieur à son niveau de 2008 et le taux de chômage y est toujours supérieur à 11%, plus du double chez les jeunes. L'élection de Syriza a donc marqué pour les Grecs et pour une grande partie des peuples de la zone euro l'espoir d'un renouveau du logiciel intellectuel de la zone euro.
Le gouvernement Tsipras a été dès le premier soir face à un dilemme cornélien : appliquer son programme de rupture avec l'austérité européenne tout en demeurant dans la zone euro. Alexis Tsipras et son ministre des finances Yannis Varoufakis ont cru qu'il pouvait exister un « autre euro », plus compatible avec les intérêts de la majorité des Européens et avec la raison économique.
Mais le vendredi 20 février, l'illusion s'est dissipée et un scénario bien connu s'est à nouveau répété : la menace de blocus monétaire agitée par la BCE puis la dégradation rapide des conditions de liquidité du système bancaire grec ont forcé le gouvernement grec fraîchement élu à renoncer à une large part de ses promesses de campagne. Ce premier round de négociations a fait apparaître une Grèce déterminée mais rendue incapable d'inverser fondamentalement le rapport de force en raison de son isolement sur la scène européenne et de l'absence de solidarité des autres pays d'Europe du Sud. Après les engagements non tenus de François Hollande et de Matteo Renzi, dont aucun des deux n'aura même essayé de « réorienter l'Europe », l'espoir d'une amélioration du sort des citoyens européens semble donc à nouveau s'éloigner.
La Grèce a maintenant quatre mois pour renégocier les conditions de son « sauvetage » avec ses partenaires européens. Cette nouvelle bataille est peut-être la dernière chance qui reste à l'Europe de se sauver de ses vieilles tentations autodestructrices.
Yannis Varoufakis a bien compris le caractère systémique de la crise de la zone euro, une crise qui trouve son origine dans la politique mercantiliste de l'Allemagne engagée à partir du début des années 2000. Cette politique de compression des salaires s'est traduite par un affaissement de la demande intérieure allemande, un sous-investissement dans l'économie domestique et des excédents commerciaux colossaux, pour une large part réalisés au détriment de ses voisins.
L'épargne allemande s'est exportée dans les pays périphériques de l'Europe, provoquant le gonflement dans ces pays d'une bulle de dette (essentiellement privée). Les grandes banques françaises et allemandes, du fait notamment du hasard moral induit par l'euro et par le syndrome du « too-big-to-fail », ont été les principaux artisans de la bulle d'endettement périphérique jusqu'en 2008.

R.E

Brèves

ÉTATS-UNIS

Joe Biden veut doubler le salaire minimum

La proposition du nouveau président américain de doubler le salaire minimum fait planer l'espoir d'une révolution sociale chez de nombreux travailleurs, mais se heurte à l'opposition des républicains sous la pression des lobbys d'entreprises.
La mesure représenterait une véritable révolution sociale pour les Américains les plus démunis. Le président américain Joe Biden propose de doubler le salaire minimum, alors que le pays est marqué par des disparités socio-économiques criantes.
"Avant même la pandémie, le salaire minimum fédéral de 7,25 dollars était économiquement et moralement indéfendable", a résumé le démocrate de l'État de Virginie, Bobby Scott, en présentant le projet de loi. Celui-ci n'a pas bougé d'un iota depuis le 24 juillet 2009.
Quoique très populaire dans la population – jusque dans les rangs des partisans républicains – et soutenue depuis plus d'une décennie par les syndicats, l'initiative se heurte à l'opposition des républicains sous la pression des lobbys d'entreprises qui refusent des coûts supplémentaires.
"Ce n'est pas un idéal radical", a assuré Bernie Sanders, ancien candidat progressiste à la présidentielle qualifiant les 7,25 dollars "de salaire famine". "Dans le pays le plus riche du monde, quand on travaille quarante heures hebdomadaires, on ne devrait pas vivre dans la pauvreté", a martelé le sénateur du Vermont qui porte le projet et espère convaincre les sceptiques. Le marasme économique provoqué par la pandémie affecte surtout les petites entreprises, notamment du secteur de la restauration. Elles ne voient donc pas d'un bon œil cette proposition incluse dans le gigantesque plan de sauvetage de 1 900 milliards de dollars.

R.E

APRÈS LE BREXIT

Le Royaume-Uni postulera au traité commercial transpacifique

Londres a annoncé samedi soir que le pays allait demander officiellement à adhérer au traité commercial transpacifique, regroupant onze pays d'Asie et du continent américain.
Le Royaume-Uni est sorti du marché unique européen à l'occasion du Brexit.
D'une union commerciale vers une autre ? Un mois après être sorti du marché unique européen à l'occasion du Brexit, le Royaume-Uni va postuler au traité commercial transpacifique, a annoncé le pays samedi 30 janvier.
Cette alliance commerciale regroupe onze pays d'Asie et du continent américain.
La ministre britannique au commerce international, Liz Truss, formalisera lundi cette demande d'adhésion de Londres au partenariat transpacifique global et progressiste (CPTPP), dont font déjà partie l'Australie, le Canada, le Chili, le Japon, le Mexique et le Vietnam notamment.
Les négociations entre Londres et les partenaires du traité transpacifique devraient commencer cette année, a ajouté le ministère britannique du Commerce international, dans un communiqué.

R.E

Par Madjid Khelassi

Galerie
d'hier et d'aujourd'hui

Aux âmes bien nées la valeur n'attend point le nombre des années…Ce dicton résume à merveille la vie et l'itinéraire de Mahieddine Bachtrazi, immense homme de théâtre, compositeur, acteur, chanteur, dont le nom renvoie aux panthéons des mémoires.

Mahieddine Bachtarzi

Le père du théâtre algérien

Mahieddine bachtarzi naquit le 15 décembre 1897,dans une famille aisée voire bourgeoise de la casbah d'Alger. S'initiant d'abord au récit du Coran, puis au chant religieux, avec une voix qui statufiait les humains, il devint le muezzin de la grande mosquée d'Alger (El Djamaa lekbir). Et c'est sur les conseil du Mufti Boukandoura, qui lui appris les secrets et les notions de l'interprétation des modes ,qu'il se détourna vers la musique profane. Aussi,le succès fut immédiat. Sa voix était tellement fascinante, qu'il comptabilisa dès 1921, plus de 66 disques enregistrés. Et ceci, hormis le nombre inimaginable de concerts donnés aussi bien Algérie qu'à l'étranger notamment en France, en Italie, et en Belgique.

Il fut Surnommé le Caruso du désert par la presse française, à la suite d'une représentation donnée en 1922 au Quai d'Orsay - en référence à Enrico Caruso, ténor italien de l'époque et considéré comme le plus grand chanteur d'opéra de tous les temps.

À partir de 1923 , il devint directeur de la société musicale El Moutribia, puis membre de la société des auteurs maghrébins. Il atteint une notoriété que personne avant lui n'avait effleuré. Toutefois , le contexte colonial aidant, Mahieddine Bachtarzi, descendant d'une famille d'intellectuels, donc au fait de la saloperie coloniale, donna un virage à sa carrière qui d'après lui était trop égoïste.

Érudit , lettré , il réalisa bien vite les limites de la chanson en tant que moyen de communication dans le contexte colonial. Et se frottant à Bachdjarah, Alallou et Rachid Ksentini, il se découvre des affinités théâtrales. Alors, Il déblaye le terrain pour faire admettre d'un théâtre algérien qui s'adressera à ses compatriotes dans la langue qu'ils parlent.

En 1931, Il crée sa propre troupe et entreprit la difficile tâche de se réapproprier le patrimoine algérien, si riche mais si dévasté par 100 ans de saloperies coloniales . Nous sommes dans les années 30 et la France vient de célébrer avec faste ses 100 ans de présence en Algérie : elle inaugure l'édifice néo-mauresque qu'elle baptisera « la Grande Poste d'Alger » ainsi que les bâtiments Haussmaniens qui font face à la baie d'Alger. Les années 30 sont relativement difficiles pour les populations algériennes bien éprouvées par un criminel code de l'indigénat qui relègue les algériens au rang de parias.

Et elle voit d'un mauvais œil , un troubadour indigène, devenu un ténor de renommée mondiale et qui essaie, à travers ses chansons et ses pièces de théâtre, de titiller une conscience nationaliste mise à mal par la cruauté de la colonisation.

L'administration coloniale passe à l'action et interdit les chansons et les sketchs de Bachtarzi ,qu'elle juge subversives.

Qu'a cela ne tienne, le ténor est retors et a plus d'une corde à sa voix. Il décide pour mieux faire connaître la calamité coloniale , d'entreprendre de décentraliser l'art dramatique de veine populaire et de nature typiquement algérienne vers les autres pays du Maghreb et une partie de l'Europe occidentale , pays en décalage de la réalité coloniale française en Algérie.

Il élabore un répertoire , met en branle sa troupe. Et organise une tournée qui le mènera avec sa troupe au Maroc , en Tunisie , en France et en Belgique où vivent les premiers émigrés algériens.

En Algérie , il révèle le théâtre aux habitants des villes et des campagnes. Sa troupe se produit dans 61 localités et met en exergue les travers de la société algérienne si peu soucieuse de son sort.

Si ses acteurs comme Ksentini et Bachdjarah s'essayent avec succès de divertir le public, Bachtarzi lui est tiraillé par une autre obsession : il veut à tout prix remodeler la pensée idéologique de l'homo Algérianus, en reprenant à son compte les thèses des leaders nationalistes de l'époque. Et n'hésite pas à produire sur scène les problèmes de l'opinion politique d'alors : la politique d'assimilation , l'absence d'union parmi les algériens , la discrimination raciale , l'égoïsme des riches , le mariage mixte , l'arabisation.

A l'instar des Ulémas réformistes , il dénonce les agissements de certains « vieux turbans » et chefs de confréries religieuses à la solde de l'administration coloniale.

> Il fut Surnommé le Caruso du désert par la presse française, à la suite d'une représentation donnée en 1922 au Quai d'Orsay - en référence à Enrico Caruso, ténor italien de l'époque et considéré comme le plus grand chanteur d'opéra de tous les temps.

Avec Bachtarzi , un nouveau lexique fondateur est né. Les mots Umma (nation), Watan(pays), houqouq (droits), Qahr(répression), (itihad) apparaissent dans ses pièces de théâtre. Ce virage artistique à 360 degrés lui vaut une répression administrative inédite : refus d'octroi des locaux pour jouer ses pièces , suppression des subventions , boycottage ou interdictions des représentations.

Et en 1937 , la censure est instaurée officiellement: les manuscrits des pièces sont désormais soumis à un comité de lecture qui délivre un visa sous le sceau préfectoral.

Mahieddine et sa troupe joue à qui perd gagne dans ce combat inégal . Souvent dans leurs représentations , ils modifient ce qui était sur le texte tamponné et y glissent des allusions aux problèmes du peuple algérien. La presse coloniale » s'émeut » et dénonce le caractère antifrançais du théâtre algérien d'expression populaire. De 1937 à 1939 , Bachtarzi est voué aux gémonies coloniales.

La 2e guerre mondiale met fin aux activités théâtrales de Bachtarzi et le 8 mai 1945 annonce d'autres combats, que ceux culturels, menés jusque là par celui qu'on nommera plus tard le père du théâtre algérien.

En novembre 1954 , une révolution, née des entrailles de l'injustice et de l'esclavage, embrase l'Algérie. Et Bachtarzi formera une équipe qui sera la troupe culturelle du FLN.

En 1962 , il occupe diverses fonctions entre autres celles de directeur du conservatoire municipal d'Alger (Musique quand tu nous tiens) et formera des centaines de comédiens et d'hommes de théâtres. Ses disciples furent des personnalités de grand talent , comme Habib Réda, Kateb yacine, Mustapha Kateb , Taha El Amiri , Allel El mouhib , Rouiched , Sid Ali Kouiret , Sid Ahmed Agoumi et bien d'autres.

Mahieddine Bachtarzi s'éteint le 6 février 1986 à Alger à l'âge de 88 ans. Sa filmographie commence en 1936 avec Christian-Jacque et s'arrête en 1969 avec Ahmed Rachedi dans l'opium et le bâton. Il reçut les plus hautes distinctions culturelles maghrébines que sont : les Palmes tunisiennes en 1929 et marocaines en 1962 , chevalier de l'ordre du mérite décerné par les autorités suisses pour sa contribution à faire connaître la musique et le théâtre algériens . l'Algérie l'honore à titre posthume en 1992 en lui décernant la médaille du mérite national.

Mais la scène qui reste l'imaginaire collectif algérien est celle qu'il partage avec Rouiched dans «Hassan Terro» où la prestation de Bachtarzi confine à la perfection , au summum de l'art. Un vrai moment d'éternité. Mais il est des vies fabuleuses que nul texte ne peut résumer. La vie de Mahieddine Bachtarzi est de celles là!

EL TARF (BIODIVERSITÉ)

Une gestion écologique nécessite l'implication de tous

La nécessité de l'implication de tout un chacun en vue d'une gestion écologique appelée à façonner un modèle d'une ville équilibrée et harmonieuse a été soulignée jeudi par les participants à une session de formation à distance, dédiée à l'importance de la préservation de la biodiversité et les principales alternatives de gestion écologique.

Les représentants des médias des wilayas d'El Tarf et de Tindouf qui prennent part à cette session de formation, initiée par le ministère de l'Environnement en collaboration avec l'Observatoire national des formations à l'environnement, ont souligné "l'impossibilité de poursuivre la construction de nos villes selon des modes qui ont prouvé leur défaillance par rapport à la gestion saine de notre environnement".

Pour ce faire, les participants ont insisté sur la nécessité de "l'implication de l'ensemble des métiers pour dessiner la ville de demain'. Cette alternative "impose la participation de l'ensemble des acteurs" dont l'urbaniste, l'hydrologue, le sociologue et l'artiste afin de parvenir à concrétiser un modèle de ville, harmonieux et respectueux de l'écologie et garantissant la pérennité de la biodiversité", . Selon l'ingénieur en environnement et chef de département du centre national de recherche en biodiversité Nawel Lâalia Madani, la biodiversité qui signifie la vie qui nous entoure sous toutes ses formes , et qui est indispensable à tous les processus vitaux et à tous les services fournis par les écosystèmes de la planète, impose la multiplication des efforts pour pouvoir continuer à en tirer profit des différents services rendus par les écosystèmes tout en veillant à leur préservation. Aussi, le but de ces formations dans ce domaine est-il de parvenir, a-t-elle dit, à "comprendre, entre autres, la problématique de la biodiversité tout en ayant un état des lieux chiffré en Algérie pour pouvoir instaurer un débat sur la biodiversité en ville et sa relation avec la gestion intégrée des espaces verts et, surtout, arriver à la création d'un réseau porté par les journalistes concernant la diffusion des objectifs de la conservation et la protection de la biodiversité".

L'accent a été mis, dans ce contexte, sur les campagnes de sensibilisation et d'éducation dédiées à la conservation et à l'utilisation durable de cette richesse, ainsi que sur l'importance de l'actualisation des statistiques relatives à la diversité de cette richesse naturelle en Algérie qui compte 20012 taxons inventoriés dont elle utilise actuellement moins de 1% seulement pour son économie.

L'état, les pressions et les menaces qui pèsent sur la biodiversité, ainsi que les actions à concrétiser pour protéger davantage cette richesse, notamment les espèces emblématiques ou menacées en Algérie, dont les aires protégées contiennent 80% de sa biodiversité, ont été débattus par les participants à cette 11e édition qui se poursuivra jusqu'au 26 novembre courant en mode virtuel en raison de la pandémie liée à la covid-19.

EL CHATT (EL TARF)

Arrestation d'un contrebandier en possession d'une vingtaine de pierres précieuses

Les services de police de la sûreté de wilaya d'El Tarf ont arrêté, au niveau de la commune d'El Chatt, un contrebandier en possession d'une vingtaine de pierres précieuses, a-t-on appris, samedi, du chargé de la communication de ce corps de sécurité.
Agissant sur la base d'une information faisant état de tentatives de contrebande de pierres précieuses, activité à laquelle s'adonnait un individu, originaire de la wilaya d'Alger, les services de police ont ouvert une enquête qui s'est soldée par l'arrestation d'un présumé coupable, a déclaré le commissaire principal Mohamed Karim Labidi.
Selon la même source, cet individu, qualifié de "dangereux" a été appréhendé, à bord d'un véhicule alors qu'il s'apprêtait à se rendre dans la wilaya d'El Tarf par où il comptait transiter pour se rendre dans un pays voisin pour écouler sa marchandise.
La fouille du véhicule, intercepté de nuit, a permis de récupérer ces pierres précieuses ainsi qu'une importante somme de devises issue des ventes illicite de cette marchandise et d'un instrument exploité pour déterminer la consistance des pierres précieuses, a-t-on fait savoir.
Le mis en cause sera poursuivi pour "infraction à législation et à la réglementation des changes et des mouvements de capitaux en provenance de et vers l'étranger et l'utilisation sans autorisation d'un instrument pour évaluer la consistance de pierres précieuses", a ajouté le commissaire Labidi en notant qu'un dossier judiciaire a été élaboré et transmis à la justice devant laquelle ce contrebandier aura à répondre des délits qui lui sont reprochés.

ORAN

Plantation programmée de 20 ha d'oliviers au village de Menadsia

Les services des forêts ont programmé la plantation d'oliviers sur une surface de 20 hectares au niveau du village de Menadsia dans la commune de Benfréha (Oran), dans le cadre du programme de développement des zones montagneuses, a-t-on appris samedi du chef de la subdivision des forêts d'Arzew.
Les plants seront distribués aux agriculteurs au cours de cette année pour concrétiser cette opération, a indiqué Nouredine Kaim en marge d'une action de volontariat de reboisement, organisée samedi à la forêt de "Granine" dans la commune de Bethioua.
Parallèlement à cette opération qui concerne des agriculteurs riverains des forêts, la subdivision d'Arzew accueille actuellement les demandes des concernés pour les doter en oliviers dans le cadre du programme de développement des zones montagneuses prévu d'être lancé en 2021.
Dans le cadre de la lutte contre les feux, la subdivision a bénéficié de projets portant sur des travaux sylvicoles sur une surface de 50 ha à Bethioua, l'aménagement de pistes boisées sur 6 kilomètres entre Bethioua et Mers El Hadjadj.
Lancés à la fin de l'année dernière, ces travaux sont en cours, a-t-on fait savoir.
En ce qui concerne la campagne de reboisement organisée samedi dans la forêt de "Granine" dans la commune de Bethioua, il est prévu de planter 2.000 arbres de pin d'Alep sur une superficie de deux hectares, avec la participation d'organisations, d'associations et de citoyens, selon le chef de la subdivision forestière d'Arzew.
Cette opération est la cinquième du genre pour la subdivision depuis le lancement de la campagne de reboisement en novembre dernier, la première a été à "Djebel K'har" (Montagne des lions) dans la commune de Hassi Benyebka, la seconde dans la forêt "Tafranet" (Gdyel) et la troisième au "Plateau" (Arzew), alors que la quatrième a eu lieu dans la forêt "Kessiba" dans la commune de Sidi Benyebka.

BLIDA/ COVID-19

Trente vaccinés au matin du premier jour de la campagne

Une trentaine de personnes ont été vaccinées contre la Covid-19, samedi matin, à la clinique de la cité Les Bananier de Blida, au premier jour du lancement de la campagne de vaccination à l'échelle nationale, a-t-on appris auprès du directeur de la santé de la wilaya, Ahmed Djemai.

Selon M.Djemai, qui fut le premier vacciné contre la Covid-19, "30 personnes, parmi lesquelles des médecins et des citoyens, ont reçu les premières doses du vaccin anti-coronavirus", soulignant l'inscription d'une quarantaine d'autres sur les listes d'attente, qui seront soumis aux examens nécessaires avant de recevoir le vaccin", a-t-il indiqué.
"La wilaya de Blida a réceptionné hier 100 doses du vaccin Spoutnik V, dans l'attente de recevoir progressivement d'autres lots qui seront destinés aux différentes régions de la wilaya, à l'instar de Boufarik et Larbaâ (Est), et El Affroune (Ouest), outre des zones d'ombre et des localités montagneuses, dont Djebabra, Souhane, Chréa, et Ain Romana, où des équipes médicales mobiles seront mises à contribution", a encore souligné le même responsable.
S'exprimant sur le fait d'avoir reçu la première dose du vaccin à l'échelle nationale, M.Djemai, a déclaré qu'en sa qualité de premier responsable du secteur à Blida, il était de son devoir de donner l'exemple aux citoyens pour leur prouver qu'il s'agissait d'"un vaccin ordinaire", et qu'il n'y avait pas lieu d'avoir des craintes, notamment concernant les personnes âgées et celles atteintes de maladies chroniques", a-t-il dit, signalant que les professionnels du secteur "ont reçu le vaccin de manière ordinaire".
Au premier jour du lancement de la campagne de vaccination, la clinique de la cité Les Bananiers a enregistré une importante affluence de citoyens désireux de se faire vacciner, a-t-on constaté sur place.
Parmi eux, Ali Boufridi (71 ans), un diabétique et hypertendu qui a subi un examen médical approfondi, et qui s'est dit "très enthousiaste à l'idée de recevoir ce vaccin", appelant "à l'impératif de prendre conscience de la nécessité de se faire vacciner pour mettre un terme à propagation de ce virus", a-t-il souligné.
Son concitoyen Sabri Aissa (65 ans) a, pour sa part, loué les "efforts consentis par l'Etat pour fournir le vaccin aux citoyens, en affectant un budget colossal pour cette opération ".
"J'ai une totale confiance en les autorités supérieures du pays", a-t-il ajouté, soutenant qu'il a attendu de recevoir le vaccin avec "impatience", avant de confier qu'il s'était rendu à la clinique "très tôt dans la matinée".
La moudjahida Yahiaoui Cherifa a, pour sa part, lancé un appel aux citoyens, les jeunes notamment, de ne pas "sous estimer" la maladie et de respecter les mesures préventives contre le coronavirus, dont le port du masque.
"Je ne suis pas sortie de chez moi depuis la déclaration de cette pandémie et je suis venue aujourd'hui à la clinique Les Bananiers avec enthousiasme et déterminée à être parmi les premiers à se faire vacciner pour contribuer à mettre un terme à cette pandémie", a-t-elle dit.

TAMANRASSET/ PALUDISME

Près de 2.400 cas recensés en 2020

Au moins 2.374 cas confirmés du paludisme, dont neuf (9) décès, ont été enregistrés au cours de l'année écoulée dans la wilaya de Tamanrasset, a-t-on appris samedi auprès des responsables du service des maladies infectieuses à l'établissement public hospitalier (EPH) de Tamanrasset.
Une hausse "sensible" des cas de cette maladie a été observée en 2020 par rapport à l'année précédente (2019), durant laquelle 948 cas et cinq (5) décès ont été signalés, a indiqué le chef de service des maladies infectieuses à l'EPH Dr Lyès Akhamokh.
L'accroissement du nombre des cas de paludisme est dû notamment aux fortes pluies qui sont tombées sur la bande frontalière, une situation climatique qui favorise la reproduction des moustiques vecteurs de cette pathologie, selon le même responsable.
Tous les cas enregistrés sont importés, dont 1.520 ont été signalés à l'hôpital de Tamanrasset, et le reste est réparti à travers les régions d'In Guezzam, Tin Zaouatine et Ain Salah, a-t-il ajouté.
Dans l'objectif d'activer le programme de prévention contre cette maladie à travers les zones frontalières notamment, des cycles de formation sur les moyens de détecter le paludisme et le traitement des patients, ont été initiés au profit des médecins et des équipes médicales au niveau des zones d'In Guezzam et Tin Zaouatine, a-t-il expliqué.
Des interventions ont été exécutées récemment à travers les zones frontalières, avec le soutien des unités de l'Armée nationale populaire (ANP), pour éliminer les étangs et les marais, afin de lutter contre la propagation des vecteurs de la maladie, a-t-il fait savoir.
Dans le même contexte, des compagnes sont menées pour sensibiliser la population de la wilaya de Tamanrasset sur la nécessité de se rapprocher du centre international de vaccination pour obtenir gratuitement les médicaments nécessaires à ceux qui souhaitent se rendre dans les zones d'endémie palustre afin d'assurer la prévention nécessaire.

COUR DE TIZI-OUZOU

Le rôle de la médiation dans le règlement des litiges mis en exergue

Le rôle de la médiation judiciaire dans le règlement des litiges et la préservation des liens sociaux a été mis en exergue, samedi, par les participants à un séminaire sur le thème de la médiation, organisé par la cour de justice de Tizi-Ouzou.

L'enseignant à la faculté de droit de l'université Mouloud Mammeri, Mohand Amokrane Boubchir, qui a donné une communication sur "la médiation dans la loi", a souligné que le recours au médiateur judiciaires pour le règlement de certains litiges, relevant de ses missions, permettra de "réduire le nombre d'affaires qui atterrissent sur les bureaux des instances judiciaires tout en préservant les liens sociaux".
Un conflit réglé à l'amiable permet aux deux parties concernées de préserver le lien familial, professionnel ou d'amitié et d'éviter les rancunes et autres animosités si les deux adversaires se retrouvent devant la justice, a-t-il expliqué.
Le conférencier a observé que le médiateur judiciaire n'a pas pour mission de donner tort ou raison à une des parties en conflit, mais à proposer une solution arrangeant les deux plaignants. Selon lui certaines affaires relevant notamment des conflits familiaux ou fonciers, peuvent être réglées à l'amiable via la médiation.
Me Boubchir a rappelé, dans une déclaration à la presse en marge de ce séminaire, que jadis la médiation était très répandue dans plusieurs villages de la région de Kabylie, relevant que très peu d'affaires arrivaient en justice, les autres étant réglées à l'amiable par l'assemblée du village qui désigne un "Sage", connu pour sa sagesse et son discernement, spécialement à cet effet.
"Avant, dans les villages, tous les litiges doivent d'abord passer par l'assemblée du village, pour essayer d'y trouver une solution et il était rare qu'on recourt à la justice, qui n'est sollicitée que pour des affaires graves", a-t-il observé, en ajoutant qu'il serait intéressant de "faire
revivre cette ancienne tradition".
Le procureur général près la cour de Tizi-Ouzou, Abdelkader Amrouche a insisté, lui aussi, sur l'importance de la médiation dans le règlement des litiges notamment dans la région de Kabylie où les conflits concernent notamment le foncier, car "il s'agit d'une région où le taux du cadastre est faible".
Le recours à la médiation pour régler les conflits est "une des priorités des autorités",a-t-il noté.
La médiation a été créée comme une des alternatives de règlement des litiges en vertu de la loi n 08-09 du 25/02/2008 portant loi de procédures civiles et administratives. "La médiation peut être confiée à une personne physique ou à une association. Ce médiateur qui prête serment devant la Cour, est tenu de préserver le secret à l'égard des tiers et ne doit pas avoir un lien de parenté ou d'alliance d'amitié ou d'inimitié avec l'une des parties, avoir eu ou être en procès contre l'une des parties, entre autres".
Il est indiqué dans la même loi qu'"en toute matière le juge doit proposer aux parties (en conflit, Ndlr) la médiation à l'exception des affaires familiales et prud'homales et des affaires susceptibles de porter atteinte à l'ordre public.
Si les parties acceptent cette proposition, le juge désigne un médiateur pour entendre leur points de vue, et essayer de les rapprocher en vue de leur permettre de trouver une solution au litige".

MÉDÉA

Opération de reboisement et de nettoyage aux abords du lac "Dhaia"

Une grande opération de reboisement et de nettoyage a été menée samedi aux abords du lac "Dhaia", sur les monts de Tamesguida (nord de Médéa), à l'occasion de la célébration de la journée mondiale des zones humides.
Des dizaines de jeunes bénévoles et membres de clubs verts de la wilaya de Médéa ont pris part à l'opération, destinée à préserver la biodiversité locale en favorisant la régénération naturelle d'essences floristiques propres à ces zones humides, créer les conditions de reproduction et la sauvegarde d'animaux protégés, ainsi que réparer les dégâts occasionnés par les comportements irresponsables et inciviques des visiteurs ou randonneurs.
Plusieurs organismes, tels que le Parc national de Chréa, la Conservation locale des forêts et la direction de l'Environnement, ont été mobilisés pour l'opération, menée en présence des autorités locales qui viennent, ainsi, apporter leur soutien aux actions de préservation de ce site, qui a subi, au cours des derniers jours, des dégradations assez importantes.
Face à cette situation, les autorités ont dû interdire l'accès des véhicules au site et mettre un terme à la pratique de sport mécanique à l'intérieur de cette zone au fragile équilibre écologique.
En sus du reboisement et l'enlèvement des déchets laissés par les visiteurs, la célébration de cette journée a été mise à profit par la Conservation des forêts et la direction locale de l'Environnement pour rappeler, aussi bien aux participants qu'aux visiteurs, très nombreux à faire le déplacement sur le site, l'importance de ces zones humides et la nécessité de préserver l'écosystème local, contribuer à la sauvegarde de la faune et de la flore que recèlent ces espaces naturels.
Culminant à plus de 1.600 mètres d'altitude, le lac "Dhaia", qui fait partie intégrante de la réserve naturelle du parc de Chréa, est un véritable "sanctuaire naturel" renfermant un patrimoine faunistique et floristique inestimable qui mérite beaucoup d'attention et des actions pérennes à même de le préserver.

TISSEMSILT

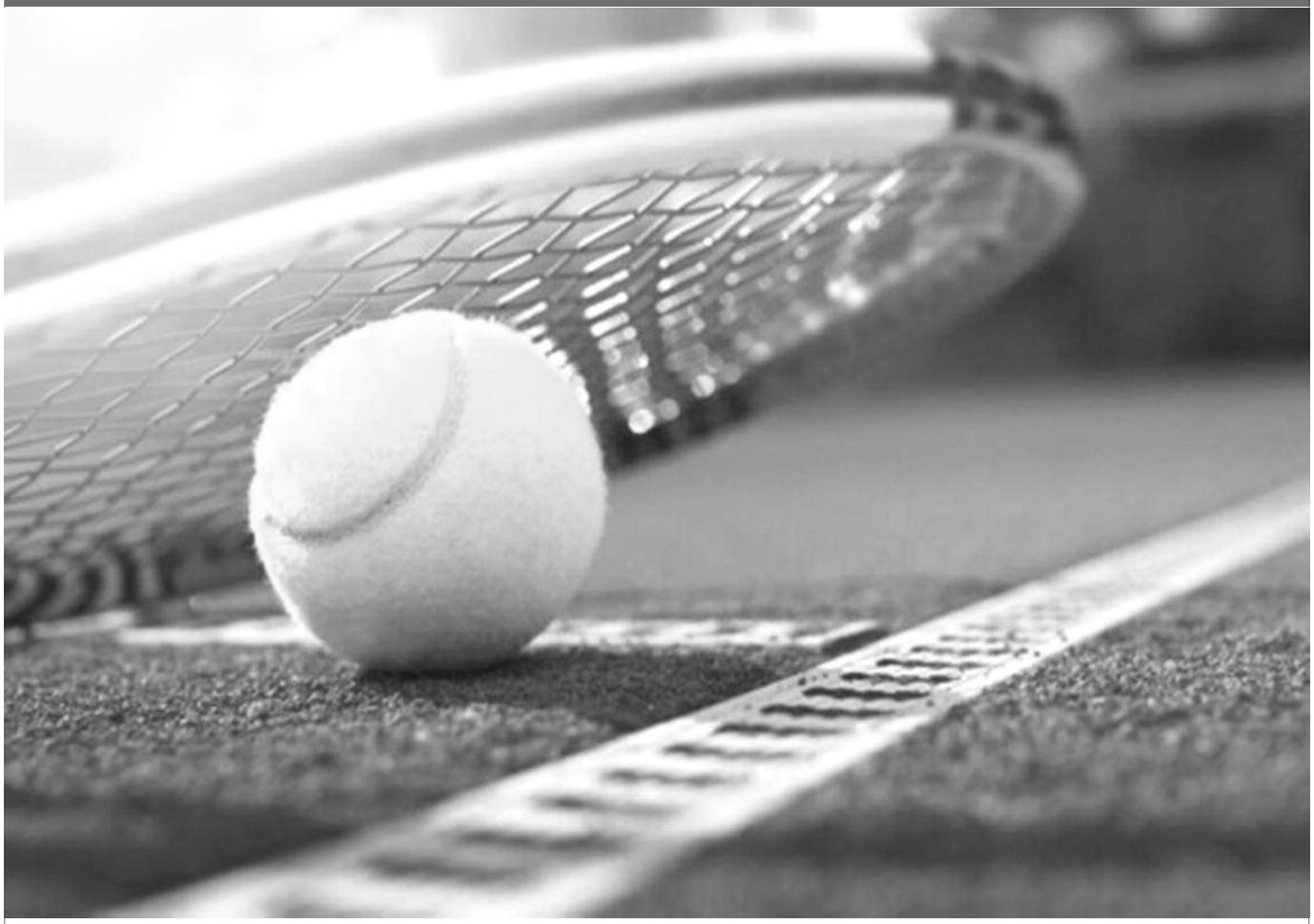
Caravane de solidarité au profit d'enfants de familles nécessiteuses

Une caravane de solidarité au profit d'enfants de familles nécessiteuses établies dans des zones d'ombre a été lancée samedi à Tissemsilt, a-t-on appris du représentant de l'association caritative "Mafatih El Kheir" d'Alger, Mohamed Refis.
La caravane, organisée en collaboration avec l'association de wilaya de défense des droits du consommateur et d'environnement, cible dans une première étape 100 enfants résidant dans les zones d'ombre de Chelaghmia, Tahdarit et Ain Feradja de la commune de Khemisti, a indiqué M. Refis.
Des vêtements, des cadeaux et des jouets leur sont offerts par des donateurs, a-t-il précisé.
La caravane de solidarité sillonnera un mois durant différentes communes de la wilaya de Tissemsilt, et ciblera 1.000 enfants, a ajouté le responsable.
L'initiative porte sur la distribution d'aides, a-t-il poursuivi, ajoutant que des activités de divertissement et culturelles seront programmées et ce dans le respect du protocole sanitaire de prévention contre la Covid-19.
Elle s'insère dans le cadre du programme annuel de l'association caritative "Mafattih El Kheir" d'Alger, qui porte sur le lancement de caravanes de solidarité en faveur des zones d'ombre des wilayas des Hauts plateaux, à l'instar de Tissemsilt, Tiaret, El Bayadh, Naama et M'sila.
Par ailleurs, M. Refis a annoncé la programmation par son association pour la mi février prochain, d'une campagne de distribution de kits alimentaires et d'appareils de chauffage aux familles pauvres résidant dans les zones d'ombre de la wilaya de Tissemsilt.

LA NATION
Lundi 1er Fevrier 2021

JM 2022

Les travaux de réhabilitation du complexe de tennis touchent à leur fin



Le complexe de tennis relevant de l'Office du parc omnisports de la wilaya d'Oran, qui subit d'importants travaux de réhabilitation en vue des jeux méditerranéens (JM Oran-2022), devrait être livré avant la fin du premier semestre de l'année en cours, a appris l'APS hier auprès des services de la direction locale de la jeunesse et des sports (DJS).
La même source a assuré que les travaux engagés dans cette infrastructure, baptisée il y a plus d'une année du nom du regretté Habib-Khelil, avancent très bien et leur taux est estimé à près de 85%".
Cette opération de rénovation de cet équipement, construit en 1934, touche plusieurs unités du complexe, à l'image du court central qui a été doté de tribunes d'une capacité d'accueil de 500 places, ainsi que le réaménagement des 11 courts dont il dispose.
Le maitre d'ouvrage de ces chantiers, à savoir la DJS, a tenu aussi à réserver un accès, un espace et des sanitaires aux personnes aux besoins spécifiques. Quatre des onze courts seront également dotés de grands tableaux d'affichage, fait-on encore savoir.
L'entreprise chargée des travaux, sous la supervision de spécialistes du tennis à Oran, a soigneusement refait les terrains en procédant aux étapes nécessaires pour arriver à des terrains stabilisés et perméables, selon les normes internationales, assure-t-on de même source, tout en se réjouissant du fait que malgré la pandémie de Covid-19, les travaux se sont poursuivis sans relâche.
Dans le même contexte, un nouveau réseau d'éclairage et des luminaires, d'une puissance importante, sont déjà placés, a-t-on poursuivi, annonçant au passage que l'équipement, qui n'a pas été réhabilité depuis plusieurs décennies, sera également doté d'un grand parking, d'une salle réservée à la vidéosurveillance, une salle des conférences, un salon VIP, des vestiaires refaits à neuf et une aire pour les familles.
Les organisateurs des JM ont prévu, en outre, l'aménagement, sous la tribune N 2 du court central, d'une salle dédiée au contrôle antidopage qui sera utilisée lors des compétitions de tennis de la 19e édition du rendez-vous méditerranéen.
La rénovation du complexe de tennis de Haï Essalam est accueillie avec un grand soulagement par les tennismans de la région confrontés depuis plusieurs années à un manque sensible en matière d'outil de travail, non sans se répercuter sur le développement de cette discipline à Oran, selon les spécialistes.
Le complexe en question fait partie de huit infrastructures sportives concernées par les JM qui connaissent actuellement des travaux de mise à niveau en prévision de la grande manifestation sportive méditerranéenne, rappelle-t-on.

CHAMPIONNAT D'ITALIE (20E JOURNÉE)

Milan s'impose à Bologne 2-1

L'AC Milan a renoué avec le succès, samedi après-midi, en s'imposant sur le terrain de Bologne (2-1), malgré quelques frayeurs en fin de rencontre, lors de la 20e journée du championnat d'Italie.
La victoire des joueurs de Stefano Pioli qui restaient sur une lourde défaite à domicile face à l'Atlanta (3-0) en championnat puis une élimination par l'Inter Milan, mardi, en quarts de finale de la Coupe d'Italie), s'est construite sur un très bon Donnarumma, dans les buts, et une histoire de penalties. Ante Rebic a inscrit le premier but milanais (26e) après l'essai manqué de Zlatan Ibrahimovic face à Skorupski, qui a repoussé dans les pieds du Croate, qui avait suivi. Puis Kessié a réussi sa tentative (55e), à la suite d'une main sifflée d'Adama Soumaoro dans la surface, qui était à la lutte avec "Ibra".
Poli a réduit le score (81e) pour Bologne, à la suite d'un ballon perdu par Théo Hernandez et un bon travail course-centre de Skov Olsen sur la droite. Mention, donc, à Donnarumma, auteur d'une splendide claquette en envol face à Soriano (84e), et extincteur des dernières flammes bolognaises.

CHAMPIONNAT D'ALLEMAGNE (19E JOURNÉE)

Munich déroule et met la pression sur Leipzig

Le Bayern, leader de la Bundesliga, et son serial buteur Lewandowski ont déroulé samedi 4-1 contre Hoffenheim, mettant la pression sur le dauphin Leipzig, désormais à dix points avant de recevoir le quatrième Leverkusen en début de soirée.
Robert Lewandowski a marqué son 24e but en 19 journées, et a fait mouche une fois au moins lors de ses neuf derniers matches de championnat.
Derrière, Francfort, vainqueur 3-1 du Hertha Berlin, se hisse provisoirement en troisième position.
Dortmund, sur courant alternatif depuis des mois, a de son côté pris trois points mérités contre Augsbourg (3-1) et se rapproche du carré de tête, qualificatif pour la Ligue des champions.

Tolisso (Bayern) lourdement sanctionné pour violation du protocole sanitaire
L'international français du Bayern Munich Corentin Tolisso va être lourdement sanctionné par son club pour avoir violé les règles de protection contre le coronavirus, annonce samedi le club champion d'Allemagne.
Tolisso est accusé de s'être fait faire un tatouage cette semaine, en violation des règles édictées par la Ligue allemande (DFL) pour les professionnels et leur encadrement.
Le communiqué du club cite le patron Karl-Heinz Rummenigge lui-même, visiblement énervé: "Corentin Tolisso a violé ces règles, bien que notre direction sportive ait régulièrement et clairement communiqué", martèle-t-il, "nous ne tolèrerons pas ce genre de violation, et nous allons infliger à Corentin Tolisso une sanction financière douloureuse, dont le montant sera versé à des oeuvres caritatives".
Le Français n'est pas sur la feuille de match samedi à Hoffenheim, pour la 19e journée de Bundesliga.
Rummenigge rappelle que la Bundesliga, en pleine recrudescence de la pandémie en Allemagne, se poursuit sans encombre et qu'aucun match n'a encore été reporté, parce que "les joueurs, les entraîneurs et les encadrements s'en tiennent de manière exemplaire aux règles du protocole sanitaire de la DFL".
Cette semaine, deux joueurs du Bayern sont en quarantaine et donc indisponibles après avoir été testés positifs, Leon Goretzka et Javi Martinez.

CHAN 2020

Recours à la VAR dès les quarts de finale

La Confédération africaine de football (CAF) a décidé d'introduire l'assistance vidéo à l'arbitrage (VAR) dès les quarts de finale du Championnat d'Afrique des nations CHAN- 2020 au Cameroun.

Le match entre le Mali et le Congo programmé ce samedi 30 janvier au stade Ahmadou Ahidjo de Yaoundé sera la première rencontre à bénéficier des arbitres assistants vidéo (VAR).
Lors de sa visite des installations, le Secrétaire Général adjoint de la CAF, Anthony Baffoe, a déclaré : "Le niveau du football dans cette compétition a été très élevé et c'est aussi grâce à un bon arbitrage. Bien sûr, il y a des domaines à améliorer et avec l'aide de la VAR en quarts de finale, nos officiels de match prendront des décisions de meilleure qualité. Nous sommes là pour apporter notre soutien. Nous avons des instructeurs et des responsables hautement qualifiés dans cet espace et ils font du bon travail."
Le directeur de l'arbitrage de la CAF, Eddy Maillet, s'en est réjoui : " Nous avons eu la chance que la CAF ait mis à disposition, pendant ce tournoi, les dernières technologies et équipements d'entraînement pour nos officiels de match. Ceci est révélateur de ce que l'engagement à nous doter d'une structure professionnelle dans l'arbitrage de match n'est plus seulement une ambition, mais aussi une réalité."
La CAF est devenue la première Confédération à appliquer la VAR dans ses compétitions après plusieurs essais supervisés par l'International Football Association Board (IFAB) en 2018, lors de la Super Coupe de la CAF à Casablanca entre le Wydad Athletic Club (Maroc) et le TP Mazembe (RD Congo).
Après cette introduction réussie, le Comité Exécutif de la CAF a adopté une résolution pour l'application de la VAR dans les grandes compétitions.
Depuis lors, la VAR est utilisée dans des compétitions telles que la Coupe d'Afrique des Nations, la Ligue des Champions de la CAF et la Coupe de la Confédération de la CAF.

R.S

FOOT

Le Cameroun et le Mali en demi-finale du CHAN

Le Cameroun, pays-hôte, et le Mali, au bout du suspense, se sont qualifiés samedi pour les demi-finales du Championnat d'Afrique des Nations (CHAN), en éliminant respectivement le Congo et la République démocratique du Congo.
Les Aigles du Mali n'ont pas plané sur le premier quart de finale conclu par un 0-0 contre le Congo après deux heures de jeu, prolongations incluses. Il a donc fallu en arriver aux tirs au but et les Maliens ont été plus adroits, gagnant ainsi le droit de rencontrer mercredi en demi-finale la Guinée ou le Rwanda. Le deuxième quart, à Douala, s'est déroulé dans un stade très bien rempli malgré la jauge fixée à 25% des 50.000 places habituelles pour cause de coronavirus. Et c'est la RD Congo qui a créé la surprise en ouvrant le score par Makabi Lilepo (21e).
Les Camerounais ont égalisé et même pris l'avantage avant la pause grâce à Yannick N'Djeng (29e) et Félix Oukiné (41e). Ces deux buts ont suffi à assurer la qualification des Lions indomptables pour la demi-finale de mercredi prochain à Limbé contre le Maroc ou la Zambie.

R.S

FC BARCELONE

Eric Garcia "viendra sûrement la saison prochaine", avance Koeman

L'entraîneur néerlandais du FC Barcelone. Ronald Koeman a déclaré samedi que le jeune défenseur de Manchester City Eric Garcia, avec qui le club catalan est en négociations selon la presse, "viendrait sûrement la saison prochaine" au Barça. "J'ai discuté avec Pep (Guardiola) pour lui souhaiter joyeux anniversaire pour ses 50 ans (le 18 janvier), mais on n'a pas parlé d'Eric Garcia, parce que ce n'est pas mon travail. On sait qu'il viendra sûrement la saison prochaine.
Si ça ne se fait pas en janvier, on l'acceptera et on va aller de l'avant", a indiqué Koeman en conférence de presse samedi avant le match des Catalans face à l'Athletic Bilbao dimanche soir pour la 21e journée de Liga.
Le FC Barcelone est actuellement géré par un comité transitoire alors que les élections pour la présidence du club ont été repoussées au 7 mars en raison de la pandémie.
Selon la presse catalane, les trois candidats officiels (Joan Laporta, Victor Font et Toni Freixa), sondés par le comité de gestion, n'ont pas donné leur feu vert pour attirer dès cet hiver le défenseur central espagnol âgé de 20 ans et formé au Barça, alors que le club traverse une période délicate financièrement.

R.S

FOOT / LIGUE 1 (11E JOURNÉE)

L'Olympique Médéa nouveau dauphin

Le choc au sommet de la 11e journée du championnat de Ligue 1 de football, opposant le leader L'ES Sétif au CR Belouizdad, s'est terminé sans vainqueur (1-1), alors que l'Olympique Médéa, vainqueur sur le fil de l'ASO Chlef (2-1), devient le nouveau dauphin.

Tous les regards étaient donc braqués samedi sur le stade du 20-Août-1955 à Alger, théâtre de l'affiche de la journée entre le tenant du titre Belouizdadi et l'actuel leader sétifien. Les deux buts inscrits sur balle arrêtée, d'abord sur coup franc direct pour l'ESS (Debbari/35e), puis sur penalty pour le CRB (Sayoud/77e), ont permis aux Sétifiens de garder leur fauteuil de leader et aux Algérois leur invincibilité. La performance de la journée est venue de Médéa, où l'OM continue sa belle chevauchée en enregistrant un 7e match consécutif sans défaite (6 victoires et un nul), synonyme de 2e place amplement méritée, à trois longueurs du leader sétifien, qu'elle pourrait rejoindre en cas de victoire en match retard face au CRB mercredi. Menés au score par l'ASO Chlef sur une réalisation de l'inévitable Beldjillali qui consolide sa 1re place au classement des buteurs avec 7 buts, les Médéens ont fait appel à leur second souffle pour renverser une situation fort compromise, d'abord par Cherfaoui (69e), puis par Dadache (90e+3), pour dépasser d'un point le CRB et le MC Alger (3e - 19 pts).
Le "Doyen" a été encore une fois tenu en échec au stade du 5-Juillet par un mal classé, l'US Biskra (1-1). Les hommes de Nabil Neghiz continuent de faire du surplace en décrochant deux points seulement lors de leurs trois dernières sorties, ce qui inquiète quelque peu leurs "fans" à quelques jours de leur prochain déplacement en Egypte pour y rencontrer le Zamalek en phase de poules de la Ligue des champions d'Afrique. Les Biskris, menés dès la 1re mi-temps, ont cru en leurs chances avant d'arracher l'égalisation en fin de partie sur penalty.
Le MC Oran, la JS Kabylie et l'USM Alger se partagent désormais la 5e place avec 18 points. Si Oranais et Kabyles ont fait le plein devant respectivement la JS Saoura (2-1) et la JSM Skikda (1-0), il n'en est pas de même pour les "Usmistes" qui doivent leur salut à Hamza Koudri qui a remis les pendules à l'heure (81e minute), après que son coéquipier Belaid eut trompé son propre gardien au début de la 2e période.
Deux équipes se sont distinguées lors de cette journée. Il s'agit du CS Constantine, vainqueur du NC Magra (2-0) après une longue série de contre-performances, et du NA Husseïn-Dey, version Dziri, vainqueur sur le terrain du CA Bordj Bou Arréridj qui continue de manger son pain noir (2-1). Les "Sang et Or" doivent une fière chandelle à Rabie Meftah, auteur du but de la victoire dans le temps additionnel.
Le CABBA, qui n'a toujours pas gagné depuis l'entame de la saison 2020-2021, continue sa descente aux enfers avec sa 20e place et seulement 3 unités au compteur, à cinq points de l'avant-dernier, la JSM Skikda.
Les deux derniers matchs de cette journée n'ont pas connu de vainqueur. Le Paradou AC et le RC Relizane n'ont pu inscrire le moindre but devant leurs adversaires respectifs, l'AS Aïn M'lila et le WA Tlemcen qui semblent satisfaits du nul vierge acquis à l'extérieur.

R.S

CS CONSTANTINE

Encore les moyens pour sortir de cette crise

L'équipe du CS Constantine (Ligue 1), qui se trouve dans la zone rouge du classement du championnat, "a encore les moyens" pour sortir de cette crise "en dépit de la difficulté de la situation", a déclaré samedi, le directeur sportif de ce club.
S'exprimant lors d'un point de presse tenu à l'issue du match ayant opposé le CSC au NC Magra et qui s'est terminé sur le score de 2 à 0 en faveur des Verts et noirs, Yacine Bezzaz, a assuré que son équipe est capable de dépasser cette crise due à l'instabilité au niveau de la barre technique, après le départ de l'entraîneur Abdelkader Amrani, ainsi que la contre performance des joueurs, et ce à la faveur de plusieurs changements qui vont être effectués "dans les prochains jours".
Bezzaz a précisé que l'équipe du CSC sera renforcée avec l'arrivée de l'entraîneur, Miloud Hamdi, qui "connait très bien le championnat algérien pour avoir dirigé l'USMA pendant deux saisons", soulignant que Hamdi a effectué la signature électronique de son contrat et sera dans "dès que possible à Constantine" après l'achèvement des démarches d'entrée au pays.
Le staff administratif du CSC a obtenu dernièrement l'autorisation pour le recrutement de deux (2) nouveaux joueurs durant ce mercato exceptionnel, a fait savoir Bezzaz, notant qu'il avait conclu aujourd'hui les négociations avec ces deux éléments qui seront présentés après-demain à la presse.
"Nous espérons également le retour rapide du buteur de l'équipe, Mohamed-Lamine Abid, blessé au genou en début de saison, a indiqué le même responsable, estimant que "l'absence de ce joueur a influé sur l'efficacité offensive du CSC".
"Notre équipe dispose de bons joueurs qui devront retrouver l'harmonie du jeu et pourront prouver au cours des prochains matchs leurs compétences avec l'amélioration de la situation", a affirmé le directeur sportif du CS Constantine.
A signaler que le CSC pointe à la 15e place du classement avec 10 points au compteur.

R.S

FOOT - LIGUE 2 / US REMCHI

La direction du club tire la sonnette d'alarme

La nouvelle direction de l'US Remchi (Tlemcen), qui a réussi pour la première fois de son histoire à accéder en Ligue 2 de football, a prévenu samedi que son club est confronté à un "avenir incertain", tout en dégageant toute responsabilité d'un éventuel retour rapide au purgatoire. Dans une lettre adressée aux autorités communales et dont une copie a été remise à l'APS, l'équipe dirigeante de l'US Remchi a déploré "la situation délicate" que traverse son équipe avant moins de deux semaines du coup d'envoi du championnat.
"Au moment où tous les clubs de notre palier se préparent activement pour le nouvel exercice, en programmant notamment des stages bloqués pour leurs équipes respectives, nous faisons face à d'énormes problèmes financiers, sans que les autorités communales ne nous apportent la moindre aide", s'est insurgée la direction de cette formation de l'Ouest du pays.
Selon les rédacteurs de ce document, les dirigeants s'attendaient à ce que les autorités concernées "soutiennent l'équipe, surtout après son exploit historique en accédant en deuxième division, mais rien de cela ne fut, au grand dam de ses joueurs, de son staff technique et de tous ses supporters". La même source a informé, en outre, que l'APC de Remchi n'a accordé que "deux millions de dinars depuis 2017", une somme jugée "très dérisoire" et qui pousse les dirigeants du club à s'interroger sur "les raisons d'un tel traitement réservé à une formation qui a réussi à se hisser jusqu'à l'antichambre de l'élite".

R.S

Brèves

SM BEL ABBES

Nomination imminente de l'entraineur Bouakkaz

L'entraineur Mouaz Bouakaz devrait succéder à Lyamine Boughrara à la barre technique de l'USM Bel-Abbès qu'il a visionnée samedi lors de la réception de l'USM Alger (1-1), dans le cadre de la 11e journée du championnat de Ligue 1 de football.
Bouakaz, accompagné par son assistant, l'ancien international Moulay Haddou, a déjà fait un passage au sein de la formation de la "Mekerra", il y a quelques années. Le technicien, suisso-tunisien, avait débuté cette saison aux commandes techniques de l'US Biskra, qu'il a quitté après neuf journées de Ligue 1.
L'USMBA est restée sans entraîneur en chef depuis le départ de Liamine Boughrara à l'issue de la première journée. Les dirigeants ont souhaité convaincre l'ancien portier international de reprendre son poste, mais en vain. A l'issue de la 11e journée, la formation de l'Ouest du pays occupe la 17e place avec 9 points.

R.S

FOOT - LIGUE 1 / MC ORAN

Constitution d'un comité de supporters, un casse-tête pour la direction

Le MC Oran est à une marche d'obtenir la licence du club professionnel, mais sa direction risque une nouvelle sanction vu qu'elle n'a encore engagé aucune démarche pour constituer un comité de supporters, dernier obstacle face à l'obtention de la licence en question.
"Parmi les 19 pièces exigées par la direction de contrôle de gestion et des finances (DCGF), nous avons réussi à en obtenir 18, après que l'expert-comptable a ficelé le bilan financier de l'exercice 2019. Reste maintenant à constituer un comité de supporters, une opération qui s'annonce compliquée", a déclaré, samedi à l'APS, le directeur général de la société sportive par actions (SSPA) du MCO, Hadj Bennacer.
Malgré plusieurs délais accordés par la DCGF, un organe relevant de la Fédération algérienne de football (FAF), le club phare de la capitale de l'Ouest n'a pas clôturé ce dossier, à l'instar d'une dizaine d'autres pensionnaires de la Ligue 1.
Le délai précédent du 10 janvier n'a pas suffi à ces clubs pour préparer tous les documents exigés, poussant la commission de discipline de la Ligue de football professionnel à annoncer l'application de l'article 19 du code disciplinaire de la FAF pour non respect de dépôt des documents pour l'octroi de la licence de club professionnel (LCP).
En effet, cette commission, tout en accordant un deuxième délai de trente jours à compter du 11 janvier en cours, a infligé une amende au MCO de l'ordre de 200.000 dinars. La sanction a touché 9 autres clubs de l'élite, en l'occurrence le MC Alger, le CR Belouizdad, l'ES Sétif, le NA Husseïn-Dey, l'USM Alger, le RC Relizane, l'O. Médéa, le CA Bordj Bou Arréridj et l'USM Bel- Abbès.
Le MCO, ainsi que les autres clubs concernés, risque de se voir défalquer un point du compteur de son équipe fanion si sa direction ne venait pas de compléter le dossier exigé pour l'octroi de la LCP au terme du nouveau délai fixé par l'instance que dirige Réda Abdouche, et qui expirera dans une dizaine de jours. "
Nous sommes conscients du risque qu'encourt notre équipe, mais je dois avouer qu'il est difficile, dans l'état actuel de notre club, de parvenir à constituer un comité de supporters représentatif. Nous allons demander le report de l'opération à une date ultérieure, surtout que les matchs de cette saison se déroulent à huis clos et du coup, nous n'aurons pas besoin d'un comité de supporters pour participer à l'organisation des rencontres", a encore souligné Hadj Bennacer.

R.S

IRAN

Les armes occidentales sont "la cause principale de l'instabilité" dans le Golfe

L'Iran a affirmé samedi que les armes occidentales sont "la cause principale de l'instabilité" dans le Golfe, indique le ministère iranien des Affaires étrangères.
"Les armes occidentales sont non seulement la cause de la mort de nombreux Yéménites, mais aussi la cause principale de l'instabilité dans le Golfe", a déclaré Saeed Khatibzadeh, porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères.
Pour ce haut responsable iranien, si le "flux" des exportations d'armement ne sera pas interrompu, "il ne faut pas s'attendre à ce que règnent la stabilité et le calme dans la région du Golfe", soulignant la possibilité de renégocier l'accord sur le nucléaire iranien et d'inclure davantage de participants.
Il a fait savoir que le Plan d'action global conjoint de 2015 était un accord multilatéral international "non négociable" avec des participants définis et "immuables" et qu'il avait été ratifié par la résolution 2231 du Conseil de sécurité des Nations Unies.

USA

Les avocats de Donald Trump jettent le gant

Plusieurs des avocats de l'ex-président américain Donald Trump ont renoncé à le défendre à quelques jours de son procès en destitution, ont rapporté samedi CNN et d'autres médias américains.
Cinq avocats, dont deux supposés diriger l'équipe d'avocats du milliardaire new-yorkais, ont renoncé à le défendre après des désaccords sur la façon de procéder, a affirmé la chaîne de télévision citant des sources anonymes.
Trump souhaitait que ses avocats continuent à plaider la thèse d'une fraude massive lors de l'élection présidentielle, qui a conduit à la victoire du démocrate Joe Biden, plutôt que de se concentrer sur la légalité de poursuites à l'égard d'un président n'étant plus en fonctions, a précisé CNN, précisant que l'ex-président était peu enclin à en discuter.
Au nombre de ces avocats démissionnaires figurent Butch Bowers et Deborah Barbier, qui devaient prendre la tête de l'équipe de défense de Donald, a encore indiqué la chaîne et d'autres médias.
"Nous avons beaucoup travaillé, mais nous n'avons pas encore pris une décision définitive quant à notre équipe légale, nous le ferons bientôt", a affirmé sur Twitter Jason Miller, conseiller de Donald Trump, en réponse à ces informations de presse.
Le procès de Donald Trump pour "incitation à l'insurrection", après l'occupation du Capitole le 6 janvier par des partisans de l'ex-président, doit débuter le 9 février.

ELECTION AU CONGO

Sans le premier parti d'opposition

L'Union panafricaine pour la démocratie sociale (UPADS), première formation d'opposition au Congo-Brazzaville, a indiqué samedi qu'elle ne prendrait pas part à l'élection présidentielle du 21 mars où le président sortant Denis Sassou Nguesso, 77 ans dont 36 au pouvoir, est en piste pour un nouveau mandat.
"L'élection présidentielle dont la tenue est imminente ne doit plus nous diviser comme par le passé. Nous avons unanimement décidé de ne pas y prendre part ni directement, ni par candidat interposé", a déclaré Pascal Tsaty Mabiala, premier secrétaire de l'UPADS au terme d'une session du Conseil du parti.
L'UPADS est le parti de l'ancien président Pascal Lissouba, décédé en France en août dernier. C'est la seule formation d'opposition à disposer actuellement d'un groupe parlementaire à l'Assemblée nationale.
Pascal Lissouba et son parti avaient remporté la première élection pluraliste organisée dans le pays en 1992 face à Denis Sassou Nguesso, l'une des rares alternances démocratiques en Afrique centrale.
Il avait perdu le pouvoir au terme d'une guerre civile en 1997 face aux forces de Denis Sassou Nguesso soutenues par des troupes angolaises.
Depuis 2002, le Congo organise des élections, toutes remportées par M. Sassou Nguesso et régulièrement contestées par l'opposition.
L'ancien chef d'état-major, le général Jean-Marie Michel Mokoko, et l'ex-ministre André Okombi Salissa n'ont pas reconnu sa victoire en 2016.

SYRIE

Au moins six morts dans un attentat à Afrine

Au moins six personnes, parmi lesquelles trois enfants, ont été tuées samedi en Syrie dans un attentat à Afrine, a rapporté l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).
Des explosifs dissimulés dans un véhicule ont fait samedi au moins six morts à Afrine, tuant trois enfants, deux autres civils et une sixième personne non identifiée, a précisé l'OSDH.
Le bilan pourrait encore s'alourdir, a prévenu Rami Abdel Rahmane, directeur de l'OSDH, indiquant que 29 personnes avaient aussi été blessées dans l'attentat, certaines gravement.
Six personnes ont été tuées début janvier par l'explosion de deux voitures piégées dans deux régions sous contrôle turc dans le nord-est de la Syrie.
Déclenchée en 2011, la guerre en Syrie s'est complexifiée au fil des ans avec l'implication de puissances étrangères et l'apparition de groupes terroristes. Elle a fait plus de 387.000 morts et jeté sur la route de l'exil des millions de personnes.

L'EGYPTE

Réouverture du poste-frontière de Rafah pendant 4 jours

Les autorités égyptiennes vont rouvrir temporairement, pour la première fois en deux mois, le poste-frontière de Rafah avec la bande de Ghaza pendant quatre jours afin de permettre les déplacements dans les deux sens, a déclaré le ministère de l'Intérieur de Ghaza, contrôlé par le Hamas.
Le ministère a déclaré, dans un communiqué de presse, que le poste-frontière de Rafah, à la frontière avec l'Egypte, serait ouvert du lundi au jeudi.
"Le ministère permettra aux patients, aux étudiants, aux détenteurs de passeports égyptiens et étrangers, ainsi qu'aux personnes disposant de titres de séjour de franchir la frontière", explique le communiqué.
En coopération avec le ministère de la Santé, le ministère de l'Intérieur demandera dimanche à tous les voyageurs de se soumettre à un test PCR, selon la même source.

ITALIE

Le Conseil de Modena appelle le Gouvernement à reconnaître la RASD

Le Conseil de la ville italienne de Modena a adopté, à l'unanimité, un projet de résolution qui appelle le Gouvernement italien à reconnaître la République arabe sahraouie démocratique (RASD).
La résolution présentée par le membre du Conseil, Mme Katia Parisi du parti « Lista Civica » et jouissant de l'appui et de soutien des 7 groupes politiques membres du Conseil, a exhorté le Gouvernement italien et l'Union européenne (UE), à la « nécessité d'intervenir en vue de faire cesser les hostilités » au Sahara occidental occupé et « de réactiver l'opération de règlement supervisée par les Nations unies », entre les deux parties au conflit, le Front Polisario et le Royaume marocain.
La résolution a également fait part de la solidarité avec le peuple sahraoui et de son soutien, tout en exigeant d'apporter les aides internationales qui étaient planifiées par les agences des Nations unies pour les réfugiés (HCR) en coordination avec le Croissant-Rouge sahraoui (CRS). A l'ouverture du débat lors de la séance d'adoption, un membre du parti démocrate, a indiqué que le peuple sahraoui dispose de plusieurs amis dans la ville de Modena et d'une relation solide qui repose sur les activités programmées.
Au terme de la séance de débat, M. Giovani Pirtoldy et Mme Elissa Rossini ont réitéré « la nécessité d'accorder un intérêt à l'aspect sanitaire des réfugiés sahraouis, soit les enfants ambassadeurs de la paix qui arrivent au territoire italien et les habitants des camps de réfugiés.

TUNISIE

Les démonstrations de rue se multiplient

Une importante manifestation a eu lieu hier et samedi à Tunis pour protester contre la répression policière.

Les protestataires ont défilé de la place des droits de l'homme, dans le centre de Tunis, jusqu'à l'avenue Habib Bourguiba avec l'objectif d'atteindre le ministère de l'Intérieur.
Mais les forces de sécurité déployées sur cet axe important de la capitale ont bloqué leur progression.
Certains manifestants les ont visées avec des bouteilles d'eau en plastique tandis que la foule scandait des slogans tels "liberté, liberté", "que le régime policier chute" ou encore "pas de crainte, pas de peur, le pouvoir appartient au peuple".
Ils ont également dénoncé la "répression policière" et la "corruption" du gouvernement, avec des pancartes affirmant "police partout, justice nulle part".
"Les forces de sécurité mènent une répression contre nous et veulent le retour de l'Etat policier. Nous n'accepterons pas cela", a affirmé aux médias Majdi Sliti, manifestant de 33 ans. Autour de lui, les protestataires réclamaient la "remise en liberté des fils de la nation", en référence à plus d'un millier de personnes arrêtées au cours de plusieurs nuits de heurts mi-janvier. Ces derniers ont coïncidé avec le dixième anniversaire de la révolution ayant fait chuter le 14 janvier 2011 le dictateur Zine El Abidine Ben Ali, après 23 ans de pouvoir.
Un jeune manifestant a été tué et un autre grièvement blessé la semaine dernière,

selon leurs proches par des cartouches de gaz lacrymogène.

CRISE ÉCONOMIQUE ET SANITAIRE

La Tunisie se débat dans une crise politique et économique aggravée par la pandémie de coronavirus.
Le pays est pourtant souvent cité comme étant l'un des rares exemples de transition démocratique réussie après la révolution de 2011, qui a inspiré les soulèvements du Printemps arabe dans la région.
Mais de nombreux Tunisiens sont mécontents d'une classe politique figée dans une lutte de pouvoir et qui, selon eux, est détachée des difficultés de la population à commencer par la hausse inexorable des prix, un chômage élevé et une pauvreté croissante. Le Fonds monétaire international a encouragé le 23 janvier la Tunisie à mettre sur pied un plan de réformes et à renforcer la protection sociale alors que le pays fait face à une flambée de contaminations par le coronavirus.

R.I

LIBYE

La liste des candidats à la présidence de transition dévoilée

La mission de l'ONU en Libye a dévoilé samedi la liste des candidats au futur Conseil présidentiel intérimaire et au poste de Premier ministre, qui devront être nommés la semaine prochaine en Suisse pour assurer la transition d'ici les élections de décembre.
Les participants au dialogue politique inter-libyen, entamé en novembre sous l'égide de l'ONU, se réuniront du 1e au 5 février en Suisse pour "voter sur la composition du Conseil de la présidence, qui serait formé de trois membres, et d'un Premier ministre, assisté de deux adjoints", selon l'ONU. Ce conseil transitoire devra "réunifier les institutions de l'Etat et assurer la sécurité" jusqu'aux élections du 24 décembre, selon la même source.
La liste comprend 45 noms - dont trois femmes seulement-, parmi lesquels des poids-lourds de la politique locale aussi bien à l'Ouest qu'à l'Est, les deux grandes régions qui se disputent le pouvoir, mais aussi dans le Sud. A commencer par le puissant ministre de l'Intérieur Fathi Bachagha, du Gouvernement d'union nationale (GNA) basé à Tripoli (Ouest), candidat au poste de Premier ministre.
Très respecté dans son fief, la ville côtière de Misrata dotée de puissantes milices, son nom était souvent cité parmi les successeurs potentiels de l'actuel Premier ministre Fayez al-Sarraj. La relation entre les deux hommes est décrite comme conflictuelle. Un autre Misrati, l'ambitieux homme d'affaires et vice-président du Conseil présidentiel de Tripoli, Ahmed Meitig, brigue lui aussi le poste de Premier ministre de transition, alors que le ministre de la Défense Salaheddine al-Namrouche est candidat au Conseil présidentiel. Toujours en Tripolitaine, au Conseil présidentiel, on trouve l'actuel président du Haut Conseil d'Etat (l'équivalent d'une chambre haute), Khaled Al-Mechri, ainsi qu'Oussama Jouili, l'un des commandants ayant participé au soulèvement contre le régime de Mouammar Kadhafi en 2011.
A l'Est figurent parmi les candidats les plus notables le président du Parlement de Tobrouk, Aguila Saleh, un discret juriste issu d'une influente tribu de Cyrénaïque, la province orientale, et Mohamad al-Barghathi, ambassadeur de Libye en Jordanie. Tous deux sont candidats au Conseil présidentiel.

R.I

RUSSIE

La police interpelle en masse des manifestants pro-Navalny

Des sympathisants d'Alexeï Navalny se réunissent une nouvelle fois hier dans de nombreuses villes russes dont Moscou, à travers des manifestations non-autorisées en raison de la crise sanitaire.
Ils appellent à libérer l'opposant incarcéré jusqu'au 15 février pour violation du régime de probation.
De nouveaux rassemblements hier dans de nombreuses villes russes dont la capitale en soutien à Alexeï Navalny arrêté le 17 janvier à son retour d'Allemagne.
Ses partisans appellent à sa libération.
La police russe a procédé hier à plus de 2.800 arrestations et bloqué le centre de plusieurs villes, dont la capitale, lors de nouvelles manifestations à travers le pays pour exiger la libération de l'opposant Alexeï Navalny.
Recouvert par une fine couche de neige, le centre de Moscou a pris à certains endroits des allures de citadelle assiégée avec la police anti-émeute déployée en masse, boucliers et matraques en évidence.
Fait rare, plusieurs rues et des stations de métro de la capitale ont été totalement fermées, poussant les protestataires à changer au dernier moment le lieu du rassemblement, diffusé sur les réseaux sociaux.
L'opposant russe est détenu pour violation des règles de son régime de probation dans le cadre de l'affaire Yves Rocher pour laquelle il a été reconnu coupable d'escroquerie en 2014.Après avoir violé six fois son enregistrement auprès du service pénitentiaire russe, il a été mis sur la liste fédérale des personnes recherchées le 29 décembre 2020. Il restera incarcéré jusqu'au 15 février.
Après que des appels à des rassemblements en soutien au blogueur ont été lancés, le ministère de l'Intérieur et le parquet général de Russie ont évoqué à plusieurs reprises la responsabilité tant des organisateurs que des participants à ces mobilisations non autorisées.
Le 23 janvier, de telles manifestations se sont déroulées dans de nombreuses villes russes. Plus de 2.500 interpellations ont eu lieu et plusieurs poursuites pénales pour violences sur personne dépositaire de l'autorité publique ont été ouvertes.

R.I

Brèves

VIETNAM

Trong élu pour un 3e mandat à la tête du Parti communiste

Le secrétaire général du Parti communiste au pouvoir au Vietnam Nguyen Phu Trong a été réélu hier pour un troisième mandat, qui devrait lui permettre de poursuivre sa politique anti-corruption.
Conservateur pro-Pékin, M. Trong, dont on dit la santé fragile à 76 ans, a été confirmé à son poste lors du 13e congrès du Parti communiste, grand-messe quinquennale à Hanoï.
"hier matin le camarade Nguyen Phu Trong a été élu secrétaire général du Comité central du Parti communiste", a annoncé l'agence Vietnam News Agency.
Le président chinois Xi Jinping a adressé à M. Trong un message de félicitations, ont annoncé hier les médias chinois.
Ce nouveau mandat devrait permettre à M. Trong de poursuivre sa campagne anti-corruption qui lui a permis de faire le ménage dans les rangs du parti, de l'armée et de la police.
Alors que la corruption est endémique à travers tout le secteur public, cette politique s'est avérée populaire dans la population et certains membres du parti, unique parti autorisé par la Constitution. Mais ces cinq dernières années ont été aussi marquées par une répression accrue des opposants au régime, selon des organisations de défense des droits.
Le nombre de prisonniers de conscience a doublé de 84 à 170 depuis le précédent congrès en 2016 selon Amnesty International, qui relève que de plus en plus de gens sont emprisonnés sur la base d'opinions exprimées sur internet. Trong est le premier secrétaire général du Parti communiste à obtenir un troisième mandat depuis le lancement des réformes économiques en 1986.
Il est également président depuis 2018 mais va démissionner lorsque l'Assemblée nationale nommera son successeur. Celui-ci devrait être l'actuel Premier ministre Nguyen Xuan Phuc, 66 ans, salué pour sa gestion de la pandémie de coronavirus et son bilan économique.

R.I

BELGIQUE

Arrestations à Bruxelles pour éviter des manifestations contre les mesures anti-Covid

Des dizaines de personnes ont été arrêtées préventivement hier à Bruxelles pour empêcher deux manifestations interdites par les autorités contre les mesures anti-Covid, a indiqué à l'AFP un porte-parole de la police locale. "On est au-delà de 200 arrestations pour le moment", principalement aux abords des gares de la capitale belge, a affirmé ce porte-parole à la mi-journée.
Une place située devant la gare centrale, où la mobilisation était la "plus large", a dû être évacuée, a-t-il ajouté. Parmi les personnes présentes figurent "des supporters de clubs" de football belge. Outre la gare centrale, les manifestants étaient appelés sur les réseaux sociaux à se rassembler à l'Atomium, un monument emblématique de la ville, où quelques dizaines de personnes étaient présentes. "Nous rappelons qu'il n'y a aucune autorisation pour venir manifester ce dimanche", a insisté la police de Bruxelles sur Twitter.
"Les personnes qui ont malgré tout l'intention de manifester à Bruxelles aujourd'hui seront abordées, dissuadées de rester et, si nécessaire, arrêtées administrativement", a-t-elle ajouté. La Belgique, qui compte 11,5 millions d'habitants, a déjà recensé plus de 20.000 décès liés au coronavirus depuis mars 2020.
Le pays a récemment décidé d'interdire les voyages "non essentiels" vers et hors de son territoire jusqu'au 1er mars.
Depuis presque trois mois, les Belges sont partiellement confinés, avec les écoles ouvertes mais de multiples secteurs d'activité fermés (cafés, restaurants, salles de spectacles, de sport, etc.).
Des émeutes ont eu lieu aux Pays-Bas voisins contre l'instauration la semaine passée d'un couvre-feu contre le Covid-19.

R.I

HIGH-TECH

Un robot aquatique propulsé comme une méduse

Avec son corps en forme de cloche ou de parachute et ses types de filaments qui en dépassent, l'engin laisse peu de doute quant à son inspiration : il imite la méduse commune. Ce robot aquatique est le produit d'une équipe de recherche des universités de Southampton et d'Edimbourg (Royaume-Uni) et fait l'objet d'un article paru dans Science Robotics en janvier 2021.
Il consiste en une membrane recouvrant en partie huit bras flexibles en arceau formant un genre de cône. A intervalle régulier, un système de piston et de ressort écarte ces bras et tend la membrane avant que celle-ci ne se contracte à nouveau pour revenir à son état initial, éjectant dans l'opération un jet d'eau qui propulse tout le robot en avant. Ce que l'on appelle un phénomène de résonance.

Trouver la bonne fréquence
Tout l'enjeu, dans ce projet, a été d'optimiser la fréquence d'activation du piston pour obtenir la meilleure vitesse possible. Les chercheurs ont mené plusieurs tests avant d'aboutir à la solution optimale. Ils se sont rendu compte que plus la fréquence d'activation du piston s'approchait de 1 hertz (une fois par seconde), plus le robot gagnait en vitesse, au rythme d'une longueur de corps par seconde. Ce qui est aussi performant que les véritables méduses. En revanche, passé cette fréquence de 1 hertz, la vitesse retombait. Car comme c'est comme si l'ouverture de la membrane intervenait trop tôt, interrompant le cycle précédant ouverture-fermeture-propulsion.
Ce mécanisme est alimenté par câble mais s'avère bien plus efficace du point de vue énergétique que d'autres robots sous-marins puisque la propulsion en elle-même provient du mouvement "naturel" du ressort revenant à sa position initiale. La contraction des bras, le mouvement de fermeture de la membrane et l'expulsion du fluide qui en résulte ne proviennent d'aucun système motorisé.
La prochaine étape est maintenant d'appliquer ce principe de propulsion à un robot manœuvrable, sachant que les chercheurs envisagent l'emploi de ce type de robot mou à l'exploration de milieux délicats, comme les récifs coralliens ou les sites archéologiques submergés, qu'un robot en matériau dur risquerait d'endommager.

OPTIQUE GÉOMÉTRIQUE

Galilée aurait caché ses connaissances

Tout commence en 1609. Galilée, l'un des bâtisseurs du ciel, prend connaissance d'une lettre du Français Jacques Badovere. Elle confirme que la longue-vue conçue par l'opticien hollandais Hans Lippershey en 1608 existe bel et bien.

Le savant ne tarde pas à construire son propre instrument, aujourd'hui appelé la lunette de Galilée. Elle est formée d'un tube comprenant à ses extrémités un objectif convergent et un oculaire divergent. L'objectif forme dans son plan focal l'image d'un objet placé à l'infini. L'oculaire divergent donne une image définitive à l'infini, que l'œil de l'observateur peut percevoir sans accommodation.
Avec sa lunette, Galilée va réaliser une série de découvertes qui bouleverseront l'astronomie. Mais avant cela, le 21 août 1609, il fait une démonstration à l'attention du sénat de Venise, depuis le sommet du campanile de la place Saint-Marc. Sa lunette ne grossit encore que huit ou neuf fois, mais la qualité des images convainc les doges vénitiens du potentiel de l'instrument pour les applications militaires. Galilée est le seul à l'époque à obtenir une image droite, grâce à l'utilisation d'une lentille divergente en oculaire. Fort de ce succès, il cède alors les droits de son invention à la république de Venise et, en retour, voit ses gages doublés et son poste de mathématicien à Padoue confirmé à vie.

La lunette de Galilée, une révolution en astronomie
Si Galilée n'est pas le premier à utiliser une lunette pour faire des observations en astronomie, puisqu'il a été devancé au moins par Thomas Harriot, il est le premier à publier ses découvertes dans son ouvrage de 1610 : Sidereus Nuncius (traduit par Le messager des étoiles). Il y révèle que la Voie lactée est constituée de myriades d'étoiles que l'on ne pouvait distinguer à l'œil nu, que la Lune est irrégulière et a des montagnes, comme la Terre.
Surtout, il fait savoir qu'il y a quatre corps célestes en orbite autour de Jupiter, à l'instar des planètes tournant autour du Soleil dans le système de Copernic. Il s'agissait bien sûr de Io, Europe, Ganymède et Callisto. En 1611, c'est Kepler qui donnera le nom de « satellites » à ces astres.
Dans les années qui vont suivre, Galilée fera d'autres découvertes qui remettront en cause la philosophie d'Aristote et renforceront les théories de Copernic. Ainsi, il avance que la surface du Soleil n'est pas parfaite (à l'image de celle de la Lune) puisqu'on y observe des taches solaires, et que Vénus a des phases, ce qui implique qu'elle tourne autour du Soleil et non de la Terre.

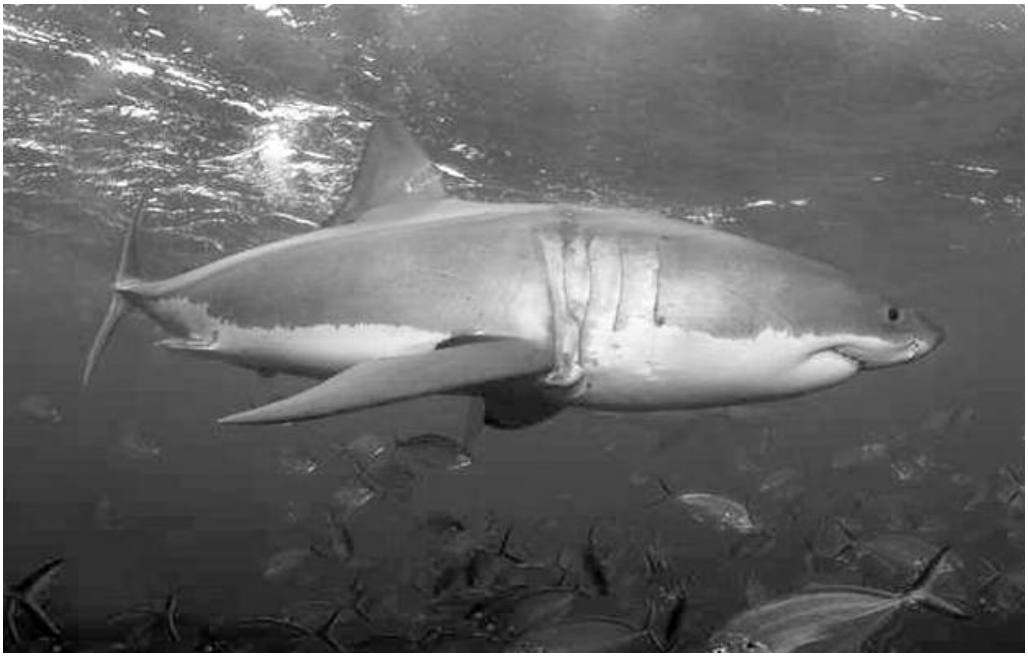
Une optique géométrique encore balbutiante du temps de Galilée
Les lois de l'optique géométrique sont encore mal connues à l'époque. Il faudra attendre les travaux de Descartes et Newton pour disposer d'un modèle mathématique solide pour concevoir lunettes et télescopes. On pensait donc jusqu'à présent que Galilée n'avait pas beaucoup contribué aux connaissances plus ou moins empiriques des opticiens de son temps, lorsqu'il a conçu et fabriqué plusieurs de ses lunettes, finissant par atteindre un pouvoir grossissant de 30, à force de perfectionnement.
Mais selon Yaakov Zik et Giora Hon de l'université d'Haïfa en Israël, dans un article publié sur arxiv, il est difficile de croire que Galilée ne disposait pas d'une théorie de l'optique géométrique bien en avance sur celle de ses contemporains. Il ne se serait pas contenté d'améliorer légèrement les connaissances empiriques, vaguement théorisées, des ingénieurs et artisans de l'époque, utilisées par exemple pour monter des spectacles à la manière de Léonard de Vinci.
Selon les deux historiens des sciences, dès 1610, Galilée pose clairement les contraintes à respecter pour obtenir un instrument capable de faire de bonnes observations et les satisfait. La longueur de sa lunette peut être réglée pour faire une mise au point, ce qui atteste de ses connaissances sur les relations entre le pouvoir grossissant des lentilles associées et la longueur les séparant. Il est visiblement capable de calculer le grossissement de ses lunettes, et de modifier convenablement leur ouverture, de sorte que seule la bonne quantité de lumière entre dans le système optique. Galilée a aussi développé des moyens efficaces pour contrôler la plupart des aberrations dans ses instruments. Il sait en outre calculer leur champ de vision apparent, et se sert de cette connaissance pour mesurer des distances angulaires entre les corps célestes.

Les secrets de Galilée, l'avis de Kepler
Le fait que Galilée soit implicitement en possession d'une théorie optique avancée n'a d'ailleurs pas échappé à l'un des meilleurs spécialistes de ces questions à cette époque : Kepler. En témoigne une lettre envoyée à Galilée par le mathématicien et astronome, puisqu'il y écrit : « Voilà pour l'instrument. Maintenant, en ce qui concerne son utilisation, vous avez certainement découvert une méthode ingénieuse pour déterminer exactement à quel point les images des objets sont agrandies par votre instrument et quelles tailles angulaires peuvent être découvertes dans le ciel... Vos accomplissements rivalisent avec la haute précision des observations de Tycho Brahe. »
Alors, Galilée avait-il vraiment des connaissances secrètes en optique géométrique, comme le pensent Yaakov Zik et Giora Hon ? Peut-être existe-t-il quelque part un manuscrit perdu ou une preuve définitive de cette connaissance. On se souvient de ce qu'il était advenu du fameux manuscrit de Descartes sur les polyèdres, et dont le contenu n'a été retrouvé dans les papiers de Leibniz qu'au XIXe siècle. Le mathématicien et philosophe français y avait devancé un célèbre théorème d'Euler portant sur la topologie algébrique, ainsi que des notions de courbure des surfaces, que l'on ne trouvera que bien plus tard chez Gauss.

PLANÈTE

La disparition des requins et des raies laisse un «trou béant dans la vie océanique »

La surpêche a infligé des pertes de plus 70 % sur la population de certains requins et raies au cours du dernier demi-siècle, laissant un « trou béant et croissant » dans la vie océanique, selon une étude publiée dans Nature et rendue publique mercredi 27 janvier 2021.



Le déclin de certaines espèces, comme le requin-marteau ou la raie manta, est remarquable. Parmi les plus touchées se trouve le requin océanique qui est au bord de l'extinction.
Prisé des pêcheurs pour ses ailerons, il est aussi victime de techniques de pêche non sélectives. Sa population a chuté de 98 % en 60 ans. « C'est un déclin pire que celui de la plupart des grands mammifères terrestres, et proche ou égal à celui de la baleine bleue », explique à l'AFP le professeur Nick Dulvy, du département des sciences biologiques de l'Université canadienne Simon Fraser. Son équipe a récolté et analysé les données leur permettant de dresser un état global de 31 espèces de requins et de raies. Ils en concluent que les trois quarts des espèces étudiées sont menacées d'extinction. « Nous savions que la situation était mauvaise dans de nombreux endroits mais elle provenait de plusieurs études et rapports, il était donc difficile d'avoir une idée de la situation globale », explique à l'AFP le scientifique Nathan Pacoureau, cosignataire de l'étude.

Le déclin n'est pas irréversible

« Nous montrons des déclins prononcés et un risque croissant rapidement d'extinction pour de larges espèces dans les habitats les plus grands et les plus reculés de la Planète, qu'on croit souvent protégés de l'influence humaine », dit à l'AFP M. Pacoureau, lui aussi à Simon Fraser. L'étude pointe du doigt la surpêche et une faible protection de ces animaux, en appelant à des restrictions plus grandes et une meilleure application des règles existantes.
Les chercheurs remarquent que le déclin des espèces n'est pas toujours irréversible si l'on engage des efforts de conservation. L'étude s'est concentrée sur les requins océaniques et les raies vivant avant tout dans l'océan, et en a dégagé une tendance claire : « Les données révèlent un trou béant et croissant dans la vie océanique », selon M. Pacoureau.
Pour 18 espèces pour lesquelles ils disposaient de plus de données, les chercheurs concluent à une chute des populations de plus de 70 % depuis 1970. Nick Dulvy estime que ce chiffre était sans doute similaire, voire pire, pour d'autres raies et requins océaniques, mais sans pouvoir l'affirmer faute de suffisamment de données. Ces résultats ont même choqué des experts, selon M. Pacoureau. Trois de leurs espèces sont à un stade critique avec une population ayant baissé de plus de 80 % : le requin océanique, le requin-marteau halicorne et le grand requin-marteau. Les populations de requins et de raies sont particulièrement à risque d'effondrement parce que ces animaux grandissent lentement et se reproduisent peu.

Imposer des mesures de protection strictes

Selon l'étude, il y a eu un doublement en cinquante ans de l'utilisation de palangres et filets de senne (un filet de surface) qui capturent la vie marine sans discrimination. Les organismes régionaux réglementant les entreprises de pêche internationales « n'ont pas inscrit la protection des requins et des raies comme une priorité », dit le Pr Pacoureau. En appelant à une interdiction de capture des espèces menacées et à des limites pour celles qui le sont moins.
« Des mesures de protection peuvent empêcher un effondrement des populations. Et nous savons que ça marche », dit-il en prenant l'exemple du retour du grand requin blanc dans les eaux américaines après l'application de règles de protection. Selon le Pr Dulvy, les simples citoyens peuvent jouer un rôle en pressant les gouvernements de respecter leurs engagements nationaux et internationaux. « Où que vous le puissiez, exigez de votre gouvernement qu'il fasse attention aux requins », dit-il.

NEUROPROTHÈSES, AIDE AU DIAGNOSTIC

Quand l'IA répare et soigne

Frank souffre d'une sclérose latérale amyotrophique qui paralyse presque entièrement les muscles de ses bras. Pourtant, le voici qui tape un message sur son clavier d'ordinateur, clique et zoome quasiment sans erreur. Et ce, par la seule force de son cerveau ! Cette prouesse, publiée en octobre 2020, par l'équipe de Thomas Oxley, du Melbourne Brain Center à l'hôpital royal de Melbourne (Australie), a été rendue possible grâce à une neuroprothèse nommée Strentrode, implantée dans les vaisseaux cérébraux de Frank, au contact du cortex moteur. Ce dispositif décrypte les ondes corticales (électrocortigraphie) émises pendant que le patient imagine le mouvement qu'il souhaite faire, et les traduit aussitôt en commandes motrices effectives. Le dispositif utilise pour cela un décodeur fonctionnant grâce à un algorithme d'intelligence artificielle qui apprend à détecter les intentions de mouvement dans les signaux cérébraux. "Les commandes motrices variant d'une personne à l'autre, l'IA est apte à en analyser les particularités dans les signaux cérébraux afin de les interpréter, explique Fabien Lotte directeur de recherche à Inria (Institut national de recherche en sciences et technologies du numérique), et membre du Labri (Laboratoire bordelais de recherche en informatique) de l'université de Bordeaux. En l'occurrence, les algorithmes mathématiques utilisés sont dits d'apprentissage (machine learning), c'est-à-dire qu'ils s'améliorent au fur et à mesure qu'ils décryptent des exemples de signaux cérébraux, en discriminant ceux qui correspondent à une intention de mouvement de ceux qui signent un état de repos." À l'automne 2019, un patient tétraplégique avait ainsi réussi à mouvoir un exosquelette grâce à une autre neuroprothèse, au centre de recherche Clinatec à Grenoble.

"Travailler avec une interface cerveau-ordinateur, ça s'apprend"

"Les travaux de recherche actuels visent à améliorer les algorithmes pour interpréter de mieux en mieux les activités cérébrales et éviter les erreurs", poursuit Fabien Lotte. Ainsi, l'équipe Aramis, de l'Institut du cerveau (ICM) à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière à Paris, développe des outils mathématiques pour modéliser le cerveau sain et malade. Ce projet NETBCI a pour objectif de comprendre comment les différentes régions cérébrales travaillent en réseau lors d'un mouvement "imaginé". Tout l'enjeu étant, in fine, que des signaux cérébraux captés par un casque d'électroencéphalographie (EEG) placé sur la tête du patient soient suffisamment bien interprétés. Opération délicate ! "Entre 10 à 30 % des utilisateurs n'arrivent pas à contrôler des interfaces cerveau-ordinateur (ICO), selon une étude de 2010 de l'université de Californie (États-Unis) et de Graz (Autriche)", affirme Fabien Lotte. Ces utilisateurs, qui portent un casque EEG, ne parviennent pas à dialoguer avec l'IA, c'est-à-dire à "imaginer" une tâche mentale - comme un mouvement - de manière à ce qu'elle soit reconnue par l'ordinateur. "La performance des ICO, c'est-à-dire le taux de commande correctement reconnue, est très variable selon les personnes, poursuit le spécialiste. Nous nous sommes ainsi rendu compte qu'améliorer les algorithmes ne suffisait pas. Il faut aussi étudier le comportement humain. Si le patient ne parvient pas à contrôler son activité cérébrale, l'algorithme interprétera mal sa commande. Travailler avec une interface cerveau-ordinateur, ça s'apprend."
Le chercheur et son équipe ont décroché en 2016 une bourse européenne ERC (European Research Council) dans le cadre du projet BrainConquest pour améliorer cette collaboration cerveau-machine. Comme premier résultat, l'équipe de Bordeaux a identifié les facteurs humains qui garantissent cette bonne coopération. "Les performances sont influencées par les capacités individuelles du patient : celles de produire et de manipuler des images par la pensée, de rester attentif ou encore sa relation à la technologie, c'est-à-dire comment il perçoit l'interface."

TÉLÉ VISION

W9 Prémonitions

21h00

Un homme est retrouvé mort chez lui, avec une blessure chirurgicale au niveau de la nuque. Celle-ci le relie à une autre série de meurtres.

france 5 Blow Out

20h50

Jack, un preneur de son spécialisée dans les films d'horreur, est passionné par l'univers des bruits .

arte La petite voleuse

20h55

Janine est élevée par son oncle. L'adolescente s'ennuie. Elle passe son temps à rêver au cinéma et à voler dans les magasins.

CANAL+ Ovni(s)

21h06

Trois adolescentes sont témoin d'un phénomène lumineux au-dessus du terrain de football où elles jouaient.

TMC White House Down

21h15

Le Président Sawyer revient à Washington. C'est au même moment que John Cale, tente d'intégrer les services secrets.

TF1 SÉRIES FILMS Les experts : Manhattan

21h00

Le cadavre d'une jeune femme, qui est rentrée par effraction dans un appartement, est retrouvé dans la baignoire du logement.

C8 World War Z

21h19

Une étrange maladie transformant les hommes en zombies apparaît dans certains pays du globe.

"Adieu à tous" : Nicolas Bedos quitte les réseaux sociaux

Les réseaux sociaux, c'est fini pour Nicolas Bedos. L'acteur, réalisateur et dramaturge a annoncé samedi dans un court post sur Facebook, Twitter et Instagram, qu'il allait quitter les réseaux pour se consacrer "exclusivement" à son travail.

"Voilà plusieurs mois que, tout au chagrin de la mort de mes parents, les réseaux sociaux servent de jardin en friche à mes rancœurs personnelles et colères impulsives, m'offrant une tribune plus ou moins efficace face au fléau du politiquement correct qui menace très gravement nos arts non-essentiels et la liberté d'expression si chère", commence son message.

Nicolas Bedos poursuit en se disant aujourd'hui "conscient des limites de l'expression directe et de la perversion médiatique" que provoque cette tribune en question.

Régulièrement commenté, applaudi ou moqué pour ses coups de gueule sur le gouvernement, la politique, le covid-19 etc. – comme à l'automne dernier lorsqu'il avait notamment dénoncé le port du masque en pleine pandémie, avant de revenir sur ses propos – l'humoriste explique aujourd'hui avoir utilisé les réseaux pour exprimer ses rancœurs personnelles et colères impulsives.

Son seul travail artistique sera désormais autorisé à exprimer le regard que je pose sur notre société, nos stupeurs et nos doutes, explique le comédien, qui ajoute: "J'ai goûté à cette violence et je l'ai détestée."

Il termine: "Adieu à tous, et vivement la réouverture des salles obscures, vivement la réouverture d'un monde où la Culture se considère."

Quotidien National d'Information
Edité par la SARL **NATION EDITION**
Capital social de 100 000,00 DA

Directeur général
Omar ATTIA

Directeur de la Publication
Mohamed BOUAZDIA

Impression
Centre : SIA
Est : SIE
Sud : SIA
Ouest : SIO

Distribution
Centre : La Nation
Est : La Nation
Sud : La Nation
Ouest : La Nation

Pour toutes vos publicités, contacter ANEP, 1 rue Pasteur Alger-Centre
Tél/Fax : 023 50 80 05

Siège social
30, rue Mehdi Ben Toumert, Bologhine, Alger

Siège de la rédaction
3, rue Ali Boumendjel, Square Port-Saïd, Alger-Centre
Tél/Fax : 021 71 47 67

RIB : BDL **005 00170 4002162000 18**

Tous les manuscrits, lettres et tous documents remis à la rédaction ne sont pas rendus et ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation

COLLOQUE NATIONAL DES CERCLES DE LECTURE À ALGER

échanger les expériences pour promouvoir le domaine de la lecture

Le cercle de lecture permet aux gens de discuter de textes variés et d'échanger, par la suite, en petits groupes. L'interaction que suscite le cercle de lecture les aide à réagir et à mettre leurs idées en commun pour construire le sens du texte.

Sous le slogan " Lire face aux compulsions ", le ministère de la Culture et des Arts organise un colloque national des cercles de lecture au Palais de la Culture et à la Bibliothèque nationale "Dar Abdellatif à Alger.
Les travaux de c ette manifestation, ont débuté, samedi et devra se poursuivre jusqu'au 4 février , avec la participation de cercles et associations de lecture, d'écrivains et d'intellectuels venus de différentes wilayas.
La cérémonie d'ouverture a vu l'organisation de plateformes interactives animées par des romanciers dont Amine Zaoui et Mohamed Sari qui ont présenté leurs expériences respectives dans le domaine de l'écriture et l'impact de la lecture sur la formation de leurs personnalités littéraires.
A cette occasion, des écrivains, des chercheurs et des intellectuels à l'image de l'écrivaine Zhour Ounissi, le romancier Djilali Khellas, et l'intellectuel Ahmed Tissa ont été honorés.
La ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda, a fait savoir que son secteur oeuvrait à "l'accompagnement et l'encadrement" des cercles de lecture, annonçant par la même la réactivation de mécanismes de soutien relevant du ministère pour "la mise en place de bourses pour se consacrer à l'écriture et de résidences d'écriture pour les écrivains en herbe, l'ouverture de nouvelles bibliothèques et la promotion de celles existantes...".
De son côté, le ministre de l'Education nationale, Mohamed Ouadjaout, a affirmé que son département oeuvrait à "l'ancrage de la lecture en milieu de jeunes et dans les écoles afin de promouvoir la lecture auprès des élèves et découvrir les talents...", rappelant la convention-cadre conclue avec le ministère de la Culture visant à renforcer les activités culturelles.
Il a insisté, en outre, sur l'impératif d'accorder au "référentiel culturel algérien la place qui lui sied sur le marché du livre tout en s'ouvrant à la créativité étrangère".
Pour sa part, Guessoum Abdelmalek, membre du Cercle "Tougguort Taqraa", (créé en 2015) a fait savoir que cette rencontre permettra "d'échanger les expériences en vue de dégager de nouvelles idées dans le domaine de la lecture afin de la promouvoir".
Ce Colloque national verra l'organisation de plusieurs plate-formes interactives avec la participation d'écrivains, de poètes, d'académiciens et de critiques, outre des conférences et des ateliers sur la littérature, le patrimoine, l'histoire, la philosophie, l'éducation, l'information et la lecture.

R.C

PRIX DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ALI-MAÂCHI

Les plasticiennes lauréates exposent à la Villa Abdeltif

La Villa Abdeltif abrite à partir de samedi et jusqu'au 4 février prochain une exposition des œuvres des artistes plasticiennes lauréates du Prix du Président de la République des jeunes créateurs Ali-Maâchi (session 2020).
Les visiteurs de cette exposition, organisée par l'Agence algérienne pour le rayonnement culturel (AARC), peuvent découvrir les œuvres des trois lauréates (Nour El Houda Choutla, Chadia Derbal et Abla Ben Chaiba) du Prix du Président de la République Ali-Maâchi (catégorie des arts plastiques) et apprécier, à travers elles, la beauté et l'authenticité de leurs villes respectives et leur diversité culturelle.
Les créatrices montrent, dans leurs œuvres, des aspects de la vie quotidien et les spécificités patrimoniales et artistiques de chaque région avec une dimension humaine.
Les thématiques de certaines toiles traversent les frontières pour rendre compte des rêves et des souffrances des Africains confrontés aux guerres et à la famine.
Devant les tableaux de Nour El Houda Choutla, jeune autodidacte de Bousaâda, le visiteur se rend tout de suite compte du sens artistique aigu de cette plasticienne prolifique dont la première participation à une exposition remonte à 2008.
Une exposition locale dont elle remporta le 1er Prix, ce qui l'encouragea à persévérer dans cette voie.
A l'Atelier d'Etienne Dinet, à Bousaâda, Nour El Houda Choutla côtoya des artistes plasticiens locaux dont elle a beaucoup appris.
Dans les toiles exposées à la Villa Abdeltif, l'artiste capte des moments de vie des habitants de la région. Les tenues traditionnelles, l'artisanat, l'architecture et l'environnement caractéristiques de la région y sont illustrés.
Le visiteur pourra également admirer un tableau en l'honneur de la femme africaine, pour lequel elle remporta le 1er Prix du Président de la République pour les jeunes créateurs Ali-Maâchi.
Nour Houda a pris part à plusieurs expositions en Algérie et également en Egypte, Jordanie, France et Allemagne.
Les murs d'une autre galerie ont été décorés des toiles du la 2e lauréate, Chadia Derbal, enfant de Tébessa et universitaire mathématicienne.
Elle y exprime les soucis et maux des enfants, cette catégorie vulnérable de société.
L'artiste talentueuse et raffinée a pu concrétiser sur des œuvres de peinture d'huile, la souffrance des refuges. Sa plume a pu transmettre fidèlement ces situations dramatiques, à travers la toile lauréate du 2e prix.
Les talents de l'artiste ont émergé depuis l'enfance, a-t-elle indiqué. Ses œuvres se sont diversifiées, de même que les outils qu'elle utilise, entre autres, le crayon et le verre.
L'artiste a réussi à présenter des toiles très expressives et chargés en sentiments, comme dans la toile « Cauchemars de la guerre », dans laquelle, elle représente des instants émouvants d'enfants sous bombardement et qui a décroché le 2e prix du concours.
La 3e artiste, Abla Benchaiba de Batna, expose une collection de toiles réalisées à la classique. Une collection dominée par le genre portrait dans lequel elle a dessiné des personnalités connues, comme l'Emir Abdelkader et d'autre gens, comme celui d' « un cireur de chaussures à Alger pendant à l'ère coloniale et qui a décroché le 3 prix.
Issue d'une famille d'artistes de Batna, cette artiste qui est étudiante à l'Ecole des beaux-arts d'Alger, spécialité céramique, possède à son actif, plusieurs prix pour des œuvres distinguées, dont le 3e prix au Concours graphique en 2018.

R.C

L'UNIVERSITÉ CHADLI BENDJEDID À EL TARF

Un séminaire international virtuel sur la littérature enfantine

L'importance de la littérature enfantine dans la compréhension de l'handicap chez l'enfant a été soulignée, samedi, par l'enseignante Loubna Belkhiri, à l'occasion d'un séminaire international en ligne, dédié à "la littérature enfantine, problèmes et défis", organisé par le laboratoire du patrimoine et linguistique de l'université Chadli Bendjedid à El Tarf.
L'intervenante de l'université de Lorraine (France) a indiqué dans sa communication intitulée "le héros à déficience auditive dans la littérature enfantine", a démontré l'importance des récits destinés aux jeunes lecteurs et leur contribution dans le changement du regard porté par ces derniers aux enfants souffrant de déficiences physique et mentale.
Se référant au corpus de la spécialiste syrienne de la littérature enfantine, Lina Kilani, l'intervenante a relevé qu'en dépit de la difficulté de changer et de rectifier l'attitude du jeune lecteur vis-à-vis de l'enfant handicapé, les récits consacrés à l'enfant souffrant d'un handicap auditif et destiné au jeune lecteur, ''pouvaient contribuer au changement du regard porté sur cette catégorie de la société et à l'aider à devenir autonome''.
Résumant le récit, d'un jeune malentendant qui souffrait de solitude, de dépendance, de l'échec scolaire et de l'isolement du monde extérieur et qui est parvenu à retrouver son épanouissement, après avoir bénéficié d' un appareil auditif, l'intervenante a indiqué que ''ce genre d'histoires permet aux enfants de lire et de se mettre à la place des enfants aux besoins spécifiques et surtout les aider et les accompagner à s'intégrer''.
L'enseignante Nadia Mouet de l'université de Guelma a, quant à elle, développé dans une communication en ligne, intitulée le ''théâtre virtuel dédié à l'enfant et son rôle dans le développement de ses capacités'', a mis en relief l'impact des réseaux sociaux et leur rôle dans la sensibilisation des jeunes internautes, notamment durant la période de confinement lié au covid19.
Signalant que durant la période de confinement, les réseaux sociaux, devenus incontournables, ont été davantage sollicités durant cette période, l'intervenante a indiqué que ce moyen de communication virtuel a été mis à profit pour présenter aux enfants, des contenus de qualité favorisant la sensibilisation et la protection contre ce virus tout en leur assurant le divertissement.
Elle a, dans ce contexte, cité la contribution virtuelle du théâtre régional d'Annaba (TRA) qui a su, assurer l'utile à l'agréable, et capter l'attention des enfants, durant la période de confinement à domicile en proposant des pièces théâtrales destinées aux enfants, traitant des moyens de prévention et de lutte contre la Covid.
Plusieurs thèmes traitant de la littérature enfantine de par le monde ont été, par ailleurs, présentés par près de 100 participants représentant plusieurs universités algériennes et étrangères lors de ce séminaire virtuel, organisé en collaboration avec le laboratoire de la littérature algérienne de l'université du 20 aout 1955 de Skikda, du centre islamique d'El Tarf, l'association locale "Sinaat El Ghad" et du palais de la culture de la même wilaya.
L'objectif de cette rencontre virtuelle est d'ouvrir le débat sur un thème d'actualité ainsi que d'échanger les connaissances et points de vue entre experts et universitaires, a précisé la présidente de ce séminaire Mme. Bariza Bahloul.

APS

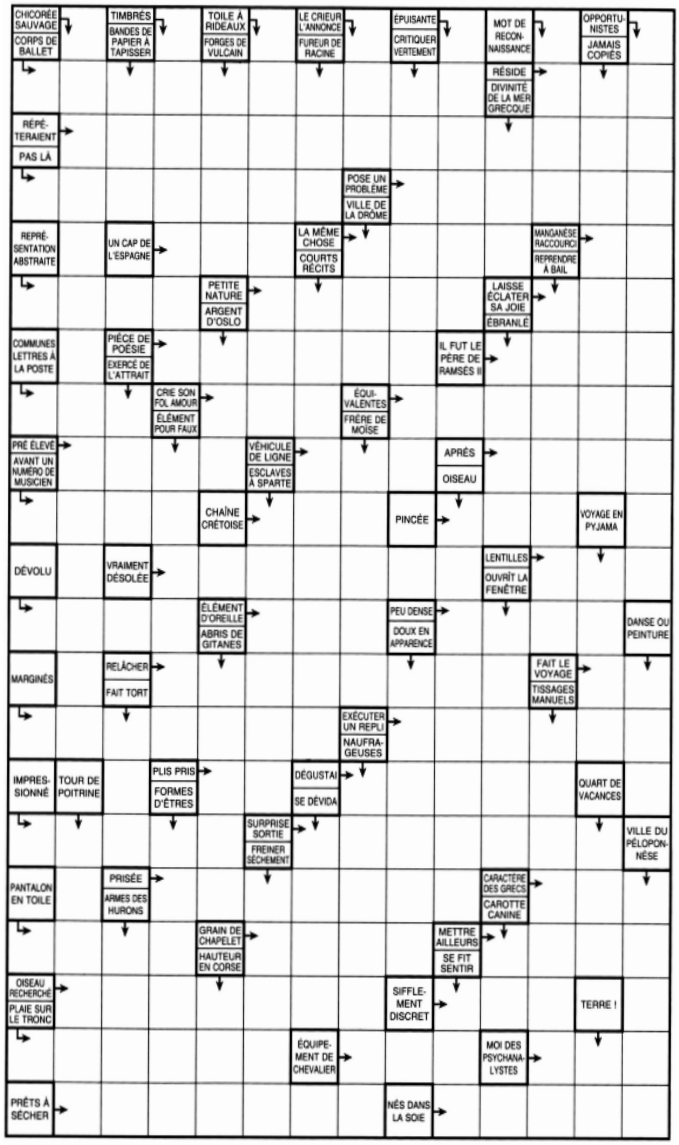
Constantine: uverture des journées hivernales du théâtre pour enfants

Les journées hivernales du théâtre pour enfants, ont été ouvertes samedi à Constantine, au théâtre régional, TRC- Mohamed Tahar Fergani.
Le coup d'envoi de cette manifestation artistique qui se poursuivra jusqu'au quatre (4) du mois de février prochain, a été marqué par la présentation de la pièce "Alem El Ahlam", produite par le théâtre régional de Constantine , a précisé le chargé de l'information et de la communication du TRC, Chemseddine Ghernaout. Cinq (5) troupes locales de théâtre ainsi que la coopérative "Afkar Oua Founoune" de la ville d'El Eulma (Sétif), proposent une série de pièces théâtrales destinées aux enfants, telles que "Essoursour El Meghrour", " Mafatih El Hakim", et " Edoumiya", selon le même responsable.
L'objectif de l'organisation de cet événement est "de redynamiser l'activité théâtrale après un arrêt de presque une année en raison de la propagation de la pandémie du coronavirus, de sauvegarder le patrimoine culturel et de promouvoir l'émergence d'esprits créatifs au sein des générations montantes", a -t-il affirmé. Au programme de ces "journées hivernales du théâtre pour enfants, figurent d'autres activités également, dont des spectacles de clown et de magie, a ajouté le représentant de cette structure relevant du secteur culturel. A signaler qu'une ambiance festive a marquée l'ouverture de cette manifestation culturelle est artistique organisée dans le respect des mesures de prévention contre la propagation de la pandémie Covid 19 portant notamment sur le port de la bavette et le respect de la distanciation sociale.

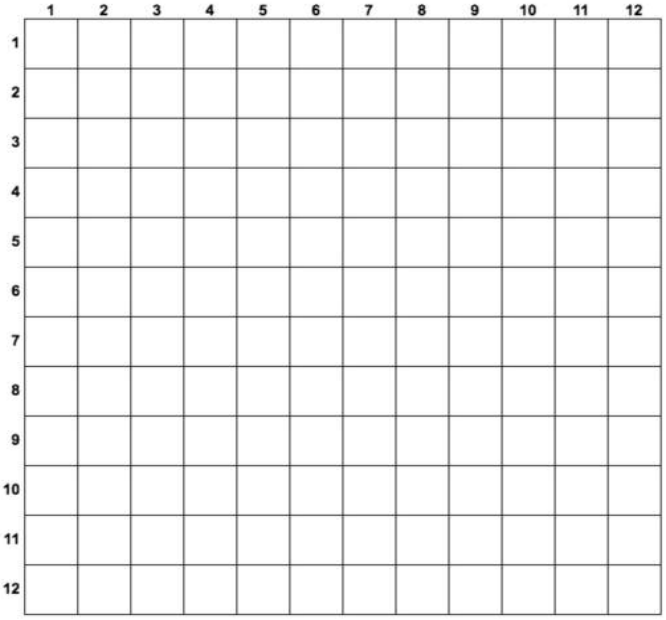
R. C

Jeux

Mots Fléchés N° 150



Grille muette N° 150



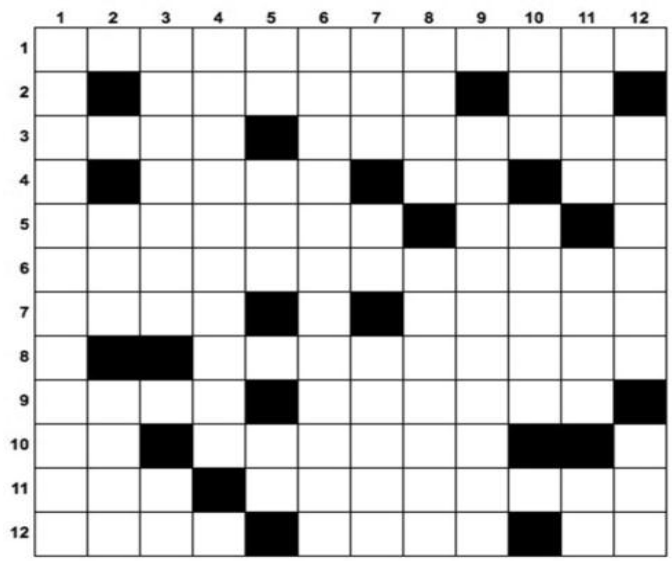
Horizontalement

1 Ce n'est pas toujours un geste auguste.2 Certains doivent se les secouer pour les rendre efficaces. - Discernée.3 Ensemble.- En voilà un qui vit aux dépens de qui l'écoute sans forcément l'entendre !4 Renvoi.- Instrument à cordes.5 Se fende la pêche.- Molécule à doubles liaisons adjacentes.
6 Comment refusait Harpagon.- La cabane du moujik.7 Supplice médiéval.- Métal.8 Démonstratif.- Au bout du conduit.- Tira à hue et à dia.9 Utiliser un clavier pour une Helvète.- Auberges du peuple.10 Rivière qui alimente le lac Balkhach.- Ensemble de grains.- Un renvoi qui est passé de travers.11 Tube de brut. - Personnel.
12 Tissu qui ne pique pas.

Verticalement

1 On en montre un exemple en mettant le holà.2 Un protecteur peu recommandable.- Dépassé.3 Faisaient eau de toutes parts.- Unité de mesure en l'air.4 Prénom qui fut célèbre à Old Traford.- Ne suit pas une ligne directe.- Note inversée.5 On y trouve Helena.- Un pionnier de l'aviation, de bas en haut bien sûr.6 Pointe de grain.- Plus qu'un pays émergent (sigle).- Ses fils n'ont plus la côte.7 Elle risque fort de se retrouver le postérieur entre deux chaises.8 Telle une espèce à longues oreilles. - Préposition.
9 Quelqu'un d'autre.- Romains.10 Romains du bas.- Un paradis pas toujours accessible. 11 Ourga.12 Caractéristiques de certains films.

Mots croisés grille N° 150



Horizontalement

1 Caisse d'arrêt maladie.2 Carte verte.- Son Vélodrome a peu de bicyclettes.3 Humain trop humain pour Bergson.- L'Homme de la Manche.4 Fait son Juif.- A chaud au cul pour cuisiner au camping.- Est passé par un trou de souris.5 D'un auxiliaire.- Doublé chez ma tante.6 Maîtresse qui a la classe.7 Sort du néant.- Sort réservé à celui... qui y pense!8 Thaïlandaises réputées.9 Saint vénéré des people.- Bien attrapés.10 D'Amérique ou d'Europe, selon la langue.- Payées avec des chèques en bois.11 Rusé, même s'il n'en a pas l'R.- Incroyables mais vrais.12 On peut le suivre les yeux fermés.- Faire un concert de harde rauque.- En fin de vie.

Verticalement

1 Inspecteur des travaux finis.2 Parti avec De Gaulle.- Supplée à l'échec de la force.3 Ne doit pas dépendre d'un contenant.- En plein milieu d'un rêve.4 Coupe le hockey.5 L'aîné de la portée.- Mauvaise colère.- La fin des haricots.6 Oblige à changer de train.7 Pression qui remonte.- Mise de rat pour un bègue.- Zone d'échange franco-allemande.8 Sarrasin cultivé hors sol.- On la préfère culottée au salon.9 Soulager son prochain.10 Fonctionne sous le régime de la rigueur.- Oblige à copier.11 O.K.- Spécialisé dans les hautes études.- Jet en projection.12 Ver errant.- Se charge des taches ménagères ?

LE VILAIN PETIT CANARD

de Mohamed Badaoui

COIN-COIN

Un appel doit être lancé d'urgence à tous les philosophes, les linguistes, les économistes et à tous les politologues de la planète pour déchiffrer une phrase prononcée par Ferhat Ait Ali Braham. Le ministre de l'Industrie a dit, en parlant du Square, que ce marché illégal des devises « n'est pas une zone à vider, c'est une logique à tarir ». Et pour mieux brouiller le message, il a ajouté « le citoyen a besoin d'un accès à un moyen d'échange de la devise. Fermer le Square peut se faire physiquement mais la pratique ira vers d'autres lieux. » Mystère et boule de gomme !

M. Ait Ali l'ignore, peut-être, mais le Square a épousé toutes les frontières du pays et, contrairement, aux diverses représentations du pouvoir, il s'est décentralisé pour, parfaitement, s'adapter aux besoins de la clientèle. D'ailleurs, dit-on, la première information que cherche le gouverneur de la Banque d'Algérie en se réveillant le matin, c'est le cours des devises étrangères sur le marché parallèle. Cet espace informel régule une grande partie du trafic des devises et devient une plateforme incontournable pour tous ceux qui veulent échanger le dinar contre des monnaies étrangères y compris les fonctionnaires de la justice, de la police, les hauts fonctionnaires et les diplomates accrédités en Algérie.

Alors que faut-il comprendre des propos du ministre de l'Industrie ? Rien. Ou alors que tout peut changer, le monde, l'univers, mais pas la structure économique du pays ; que l'Etat, à travers lui, avoue son incapacité de respecter ses propres lois.

Vendre, acheter des devises, les transférer à l'étranger sans une autorisation expresse de la Banque d'Algérie sont des pratiques interdites depuis l'indépendance du pays, il y a près de soixante ans. C'est une activité qui est en principe sévèrement punissable, du moins en théorie.

Alors, quelle crédibilité reste-t-il à un système de gouvernement qui ferme les yeux, pour ne pas dire participe, au maintien d'une zone financière de non droit sur son territoire ?

Le ministre de l'Industrie pratique lui-même, depuis peu, l'informel politique en oubliant, vraisemblablement, qu'il n'est plus dans l'opposition mais au pouvoir. En effet, c'est la deuxième fois qu'il parle et agit à la place d'un de ses collègues. Ainsi, il a totalement effacé homologue du Commerce sur le dossier de l'importation de voitures et, là, il grille celui des Finances en sur l'épineuse question du Square.

En un mot, c'est le bazar.

M. B.

Brève histoire de Wall Street

Située dans le sud de Manhattan à New York, son nom est synonyme du pouvoir de l'argent. C'est la rue la plus influente au monde, celle qui crée les bulles financières, les crises et parfois les Krachs boursiers.

L'histoire de Wall Street commence au XVIIe siècle, lorsque la région dépendait du l'empire colonial hollandais. L'embryon de la future mégalopole s'appelait alors « La Nouvelle-Amsterdam ».

Wall Street signifie « rue du mur » en anglais, mais selon des historiens, il viendrait « De Waal Straat » appellation néerlandaise qui se traduit par rue des Wallons, un groupe de colons francophone qui y habitait.

Vers 1630, la population totale de Nouvelle-Néerlande avoisinait les 300 personnes, dont une grande majorité de Wallons qui se partageaient un territoire dont les parcelles étaient séparées par des piquets et des planches.

Durant la deuxième guerre anglo-néerlandaise, une palissade de quatre mètres de haut fut créée en 1653. Près de dix ans plus tard, les Britanniques prirent possession de la ville naissante et la rebaptisèrent New York, en l'honneur du Duc d'York, frère du roi Charles II. Ils fortifièrent ensuite le mur pour se protéger des attaques amérindiennes avant de le démolir en en 1699. C'est au numéro 68, sous un platane de la « rue du mur », que traders et spéculateurs se rassemblaient pour commercer. En 1792, les traders formalisèrent leur union avec l'« accord de Buttonwood » (« accord du platane »). La bourse de Wall Street était ainsi née.

De quoi l'argent est-il le nom

Le dollar tire son nom du mot allemand thaler ou taler qui signifie « vallée » en allemand. Cette monnaie qui était faite en argent était frappée pour la première fois en Bohême (République tchèque actuelle) avant de se répandre dans toute l'Europe germanophone puis dans tout l'Occident. Arrivée en Amérique du Nord, son nom fut déformé en « daalder » puis en « dollar ».

L'euro est la plus récente des monnaies. Elle est utilisée dans dix-neuf États membres de l'Union européenne qui forment ainsi la zone euro. Quatre micro-États (Andorre, Monaco, Saint-Marin et le Vatican) sont également autorisés à l'utiliser l'euro ainsi que deux pays européens non-membres, le Monténégro et le Kosovo. L'euro s'est rapidement hissé au rang de deuxième monnaie au monde, derrière le dollar américain et devant le yuan chinois.

La livre est la plus vieille monnaie en circulation puisque elle remonte au VIIIe siècle. Elle a cours au Royaume-Uni (Angleterre, Irlande du Nord et Ecosse). Son symbole £ (Sterling) proviendrait de de l'anglais ancien stière (« fort ») ou encore les Easterlings (les hommes de l'est) dont la réputation d'intégrité décrirait un or ou un argent « de bon poids et de bon aloi ». On la trouve également au Liban (lira) et en Egypte (guineh qui vient de guinée, une subdivision de la livre).

Le dinar, dont le nom vient du latin dēnārius (« qui contient dix » as), est à l'origine une monnaie romaine en argent qui pesait 4 grammes avant de tomber, des siècles plus tard, à 1 gramme. Elle était faite au début en billon (alliage de cuivre et d'argent), puis en cuivre seulement. Cette monnaie a aujourd'hui uniquement dans des pays arabes.

Le dirham, en circulation dans plusieurs pays arabes, dérive du grec drachmè. Les plus anciens dirhems remontent à l'époque des Omeyyades qui s'étaient inspirés des drachmes sassanides. Son poids était à l'époque de 4,15 grammes avant qu'Abd Al-Malik ne le ramène à 2,95 g. Il correspondait ainsi aux sept dixièmes de l'unité de poids appelée « mithkāl », équivalant au dinar (4,25 g).

CONSEIL DE LECTURE

L'argent

Aristide Saccard, frère du ministre Eugène Rougon, enchaîne les mauvaises affaires et se retrouve dans l'obligation repartir de zéro. Il vend sa luxueuse propriété du parc Monceau pour s'acquitter de ses dettes et payer une location dans un hôtel particulier à Paris où il crée une Banque spécialisée dans le financement de projets au Moyen-Orient. Il fait miroiter à de petits et moyens épargnants des gains faciles et rapides puis orchestre une campagne médiatique pour appâter de plus en plus de clients. Saccard redevient riche et puissant avant que son édifice ne s'écroule comme un château de carte à cause de malversations.

Extrait : « Comprenez donc que la spéculation, le jeu est le rouage central, le cœur même, dans une vaste affaire comme la nôtre. Oui ! Il appelle le sang, il le prend partout par petits ruisseaux, l'amasse, le renvoie en fleuves dans tous les sens, établit une énorme circulation d'argent, qui est la vie même des grandes affaires ».

L'argent, Emile Zola

Citation

« N'estime l'argent ni plus ni moins qu'il ne vaut; c'est un bon serviteur et un mauvais maître. »

Alexandre Dumas (fils) dans La dame aux camélias

LA NATION

Lundi 1er Fevrier 2021

Coronavirus en Algérie

217 nouveaux cas, 192 guérisons et 3 décès

Deux cent dix-sept (217) nouveaux cas confirmés de Coronavirus (Covid-19), 192 guérisons et 3 décès ont été enregistrés durant les dernières 24 heures en Algérie, a annoncé hier à Alger, le Porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Dr Djamel Fourar.
Ainsi, le total des cas confirmés s'élève ainsi à 107 339 et celui des décès à 2891 cas.

HORAIRE DES PRIERES

SOBH	DOHR	ASSER	MAGHREB	ICHA
05:59	12:56	15:28	17:54	19:23

Météo

Alger	18		Tizi Ouzou	17	
Tiaret	20		Béjaïa	19	
Constantine	18		Oran	20	

PARMI LES 19 CORPS BRÛLÉS ENTRE LE MEXIQUE ET LES USA

Deux Guatémaltèques et deux Mexicains identifiés

Deux ressortissants guatémaltèques et deux mexicains ont été identifiés parmi les 19 corps retrouvés brûlés sur une route rurale dans une zone frontalière entre le Mexique et les Etats-Unis, a-t-on indiqué avant-hier de source judiciaire.
"Pour le moment, quatre victimes ont été identifiées grâce à des informations des familles, dont deux de nationalité mexicaine et deux de nationalité guatémaltèque", a déclaré dans un communiqué le parquet de Tamaulipas, dans le nord du Mexique.
Les quatre victimes sont les premières à être identifiées par les autorités mexicaines après les incidents survenus le 22 janvier dans la municipalité de Camargo. Les habitants de la ville de Comitancillo, au Guatemala, soupçonnent qu'au moins une douzaine de leurs proches font partie des 19 personnes qui ont été retrouvées brûlées, selon les autorités du pays d'Amérique centrale.
"De manière préliminaire et sous réserve des résultats définitifs, il a été déterminé que 16 (victimes) étaient de sexe masculin, une de sexe féminin tandis que deux corps sont en attente de clarification en raison du degré élevé de calcination", a précisé le parquet.
Les autorités ont établi que la camionnette où les corps ont été retrouvés avait reçu 113 impacts de balles.

TIBÉRIADE

Découverte d'une mosquée datant du 7e siècle

Des archéologues ont découvert les vestiges d'une mosquée datant du 7e siècle lors de fouilles près de la ville de Tibériade, en Israël, a rapporté l'agence américaine Associated Press.
Les fondations de cette mosquée indiquent sa construction en 670 de notre ère, soit une génération seulement après la mort du prophète Mohamed. Ce qui fait d'elle le lieu de culte musulman le plus ancien au monde.
L'archéologue en chef de l'Autorité israélienne des antiquités, Gideon Avni, estime que ces fouilles aident à résoudre un débat scientifique sur le moment où les mosquées ont commencé à standardiser leur conception. "Dans les découvertes archéologiques, il était très rare de trouver des mosquées anciennes", a-t-il déclaré.
Fondée au 1er siècle par le tétrarque Hérode Antipas, Tibériade est restée pendant l'Antiquité une agglomération importante de la province romaine de Judée, puis de Palestine. Elle est tombée sous administration musulmane en 635, à l'époque de la conquête de la Syrie byzantine par le calife Omar. Sa situation en bordure du grand lac du même nom en fait un endroit de villégiature apprécié des premiers califes de l'islam.

BOUMERDES

Neutralisation d'une bande d'escros

Une bande de malfaiteurs de cinq individus, spécialisée dans l'arnaque et l'escroquerie et activant à l'échelle nationale, a été neutralisée par la brigade de recherches et d'intervention (BRI) de la police judiciaire de la sûreté de daïra de Dellys (Est de Boumerdes), a-t-on appris, hier, auprès de ce corps sécuritaire.
Selon le chargé de communication auprès de la sûreté de wilaya, le commissaire de police Krimo Touati, ce réseau criminel a été neutralisé suite à une plainte présentée par l'une de ses victimes, le propriétaire d'un atelier de couture, qui a déclaré avoir été escroqué par un étranger.
Les investigations menées suite à cette plainte ont abouti, selon la même source, à l'arrestation des éléments de cette bande criminelle, constituée de cinq individus, dont deux étrangers.

SÉNÉGAL

750 pélicans morts de sous-type de la grippe aviaire

La mort de 750 pélicans dans le Parc national des oiseaux de Djoudj, au nord du Sénégal, est liée à l'influenza aviaire de type A, un sous type de la grippe H5N1, communément appelée grippe aviaire, a indiqué le ministre sénégalais de l'Environnement, Abdou Karim Sall.
S'exprimant sur une radio locale, M. Sall a indiqué qu'une mission technique conduite par le ministère sénégalais de l'Elevage et l'ensemble des parties concernées allait se déplacer ce samedi au niveau du Parc national des oiseaux de Djoudj.
Selon le ministre, les mesures prises par son ministère sont entre autres, l'interdiction de l'accès au parc, la suspension des balades en pirogue le long du marigot, la destruction des carcasses et des déchets, le renforcement de la surveillance du parc et la sensibilisation des agents et des populations aux dispositions à prendre. En début de semaine, la direction des Parcs nationaux a signalé une "forte" mortalité de 750 pélicans blancs dont 740 jeunes au Parc national des oiseaux de Djoudj.
Le ministère sénégalais de l'Elevage avait annoncé au courant de ce mois la présence de la grippe aviaire dans une ferme agricole dans la région de Thiès.

CORONAVIRUS

Le Pentagone suspend son plan de vacciner les détenus de Guantanamo

Le Pentagone a indiqué ce samedi avoir suspendu son plan visant à faire vacciner contre le Covid-19 les détenus de Guantanamo, après un tollé provoqué par le manque de vaccins pour le personnel médical et les Américains âgées et vulnérables.
"Aucun détenu de Guantanamo n'a été vacciné", a tweeté le porte-parole du Pentagone John Kirby.
"Nous mettons une pause au développement du plan, pour réévaluer les protocoles. Nous restons engagés envers nos obligations de maintenir nos troupes en sécurité", a-t-il ajouté.
La prison américaine de Guantanamo, à Cuba, accueille des détenus liés à la "guerre contre le terrorisme" dont le Pakistanais Khaled Cheikh Mohammed, le cerveau auto-proclamé des attentats du 11 septembre 2001.
La prison militaire de Guantanamo abrite encore une quarantaine de détenus, dont 26 sont considérés comme trop dangereux pour être libérés, mais les procédures légales s'éternisent en raison de la complexité de leurs dossiers.
Auparavant dans la semaine, le département de la Défense avait dit à la presse américaine que des vaccins contre le coronavirus allaient être proposés aux détenus et prisonniers de Guantanamo qui se porteraient volontaires.
Des élus américains se sont aussitôt déclaré scandalisés, dont le républicain, Kevin McCarthy.

CONDAMNATION DE L'HISTORIEN MAROCAIN MAATI MONJIB :

Un verdict "injuste et vengeur"

La condamnation de l'historien marocain Maati Monjib à un an de prison ferme constitue un "verdict injuste et vengeur", a dénoncé hier son Comité de soutien au Maroc, qui a exigé sa libération immédiate.
M.Monjib, un militant des droits humains âgé de 60 ans, a été condamné mercredi dernier à un an de prison ferme pour "fraude" et "atteinte à la sécurité de l'Etat" dans une affaire qui remonte à l'année 2015 et au moment où il est en détention préventive depuis le mois de décembre.
"Ce jugement a été rendu sans convocation de l'avocat de la défense et sans convocation de M. Monjib, qui s'est toujours présenté devant la Cour lors des multiples audiences" du procès, a réagi son comité de soutien dans un communiqué.
Ce jugement "injuste" et "de nature politique vise principalement à se venger du Dr. Maati Monjib et à justifier son maintien en détention (...) au motif qu'il est condamné", alors qu'il est poursuivi dans une autre affaire, d'après la même source. Le verdict a été rendu dans le cadre d'une affaire qui concerne six autres journalistes et militants des droits humains, dont trois ont également écopé d'un an de prison ferme --le comité de soutien a réclamé "l'abandon des charges" contre tous les accusés.
Les jugements ont été publiés sur un site du ministère de la Justice accessible aux avocats. Un des conseils de M. Monjib a affirmé en avoir pris connaissance par ce biais.
Ouvert en 2015, ce procès traitait de malversations présumées liées à la gestion d'un centre créé par M. Monjib pour promouvoir notamment le journalisme d'investigation.
L'historien, qui accuse les autorités de son pays de "terroriser les journalistes et les opposants en général", était resté en liberté jusqu'à son interpellation fin 2020 sur des soupçons de "blanchiment d'argent". Il avait alors affirmé que les faits n'étaient "pas nouveaux" et correspondaient au procès en cours. "Je suis innocent de toutes ces accusations diffamatoires."
Depuis son arrestation, plusieurs organisations de défense des droits humains, dont Amnesty International, ont appelé Rabat à le "libérer immédiatement et sans conditions", dénonçant une campagne pour restreindre le droit à la liberté d'expression dans le royaume.
"Les autorités marocaines doivent libérer immédiatement et sans condition le défenseur des droits humains Maati Monjib et abandonner toutes les accusations portées contre lui, y compris celles qui découlent d'un précédent procès en cours depuis 2015, en relation avec son travail sur la liberté d'expression", avait, entre autres, indiqué Amnesty International dans un communiqué.
Des militants et journalistes marocains en exil avait également dénoncé l'arrestation de Maati Monjib estimant qu'elle "reflétait la crainte des autorités de voir des critiques entendues à l'étranger".
Ils ont également relevé que "le fait qu'il publie en trois langues - arabe, français et anglais - a permis à son travail d'atteindre un public international, ce qui a poussé les autorités à le cibler".

COVID-19

Sept vaccins chinois entrent dans leurs essais cliniques de phase III

Sept vaccins chinois contre le COVID-19 sont entrés dans leurs essais cliniques de phase III, a indiqué un responsable du ministère des Sciences et des Technologies. La Chine compte actuellement seize vaccins auto-développés contre le COVID-19 en cours d'essais cliniques, a déclaré Wu Yuanbin, directeur de la science et de la technologie pour le développement social du ministère, lors d'une conférence récente sur l'hématologie. Un vaccin inactivé développé par la société Beijing Biological Products Institute Co., Ltd. sous l'égide du China Biotec national Group, affilié à Sinopharm, a été le premier, le mois dernier, à obtenir l'autorisation conditionnelle de mise sur le marché émise par l'Administration nationale des produits médicaux.
Les résultats provisoires de ses essais cliniques de phase III montrent une efficacité de 79,34% contre le virus.

FRANCE / BAGNOLET

La plaque en hommage à Maurice Audin vandalisée

La plaque dressée en hommage à la figure de la guerre de libération, Maurice Audin, et son épouse Josette, située à Bagnolet, à l'est de Paris, a été vandalisée le 24 janvier en cours. Les éléments biographiques du couple Audin inscrits sur cette plaque ont été effacés et remplacés par l'inscription « OAS », organisation terroriste proche de l'extrême-droite, fondée par les Français d'Algérie opposés à l'indépendance.